

MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DU COMMERCE

=====

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

=====

DIRECTION NATIONALE DES
INDUSTRIES (DNI)

CELLULE DE PLANIFICATION
ET DE STATISTIQUE (CPS)

CENTRE D'ANALYSE ET DE
FORMULATION DES POLITIQUES DE
DEVELOPPEMENT (CAFID)

**RECENSEMENT DES UNITES INDUSTRIELLES 2003
RESULTATS 2001-2002**

VOLUME I : RAPPORT D'ANALYSE

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Introduction | 3 |
| Première partie : Cadre méthodologique..... | 4 |
| 1 Contexte et justification..... | 4 |
| 2 Objectifs..... | 5 |
| 3 Méthodologie..... | 5 |
| 3.1 Champ d'observation..... | 5 |
| 3.2 Elaboration des instruments de collecte..... | 6 |
| 3.3 Formation des enquêteurs..... | 6 |
| 3.4 Manuel de l'enquêteur..... | 7 |
| 3.5 Déroulement du recensement sur le terrain..... | 8 |
| 3.6 Sensibilisation..... | 8 |
| 3.7 Exploitation et analyse des données..... | 9 |
| 3.8 Problèmes rencontrés et solutions apportées..... | 9 |
| Deuxième partie :Résultats..... | 11 |
| 2.1 Caractéristiques du secteur industriel..... | 11 |
| 2.2 Emploi et Main d'œuvre..... | 17 |
| 2.3 Capital et Investissement..... | 19 |
| 2.4 Contribution du secteur industriel dans l'économie..... | 32 |
| 2.5 Synthèse des principaux résultats..... | 41 |
| Conclusions et Recommandations..... | 42 |
| Annexes | 44 |

INTRODUCTION

Le présent rapport est relatif aux résultats du recensement industriel réalisé par la Direction Nationale des Industries et la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Ce recensement qui a couvert 2001 et 2002 a été réalisé dans le cadre d'un partenariat conclu avec le Centre d'Analyse et de Formulation de Politiques de Développement (CAFPD). Il a bénéficié de l'appui technique de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique. Il a été financé à partir de la contribution nationale et de celle du CAFPD.

Ce partenariat a regroupé, autour des services du Ministère de l'Industrie et du Commerce et du CAFPD, la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), la Direction Nationale des Impôts, la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation (OEF), le Centre National de Promotion des Investissements (CNPI), la Direction Nationale de la BCEAO, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), le Conseil National du Patronat Malien (CNPM).

L'objectif principal du recensement industriel était le dénombrement exhaustif des entreprises industrielles existantes au Mali tout en prenant en compte les besoins d'information industrielle exprimés par l'ensemble des acteurs économiques.

Aussi, le recensement industriel a-t-il permis de recueillir des informations d'ordre économique, financier, comptable, commercial, juridique et social sur les entreprises industrielles identifiées et de mettre à jour les données jusqu'alors disponibles.

Le présent rapport est composé de deux parties :

- une première partie relative au cadre méthodologique qui comprend les objectifs, la méthodologie utilisée ainsi que les opérations de réalisation du recensement ;
- une deuxième partie ayant trait à la présentation des résultats conformément au plan d'analyse. Cette partie comporte les caractéristiques du parc industriel, l'emploi industriel, le capital et l'investissement, la contribution de l'industrie à l'économie et la synthèse des principaux résultats.

Pour des raisons de comparaison des données de notre secteur industriel à celles des autres pays de la sous région, la Nomenclature d'Activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) a été adoptée pour la sortie des tableaux.

PREMIERE PARTIE : CADRE METHODOLOGIQUE

1. Contexte et Justification

A l'orée du 3^{ème} millénaire, force est de reconnaître que l'industrialisation du Mali reste dans sa phase embryonnaire selon les données de la comptabilité nationale. L'industrie contribue pour moins de 15 % au Produit Intérieur Brut (PIB) et fournit actuellement du travail à moins de 15000 personnes.

Elle se caractérise par une concentration de plus de 60 % des unités industrielles dans le District de Bamako et ses environs, et de plus de 70 % des unités dans les activités agroalimentaires. La CMDT constitue le pilier industriel du Mali en fournissant plus de 50 % de la valeur ajoutée industrielle et de l'emploi industriel. Les dix plus grosses entreprises industrielles produisent plus de 90 % de la valeur ajoutée industrielle.

Malgré le désengagement de l'Etat des activités de production marchande, les plus grosses entreprises restent mixtes. L'émergence d'opérateurs privés industriels est devenue effective à partir des années 1970 avec la création des Etablissements Sada DIALLO. Le nombre d'industriels privés maliens augmente rapidement. Cependant, ceux-ci prédominent dans des activités où les investissements sont de faible niveau.

Face à cette situation, le Ministère de l'Industrie et du Commerce a élaboré une politique d'industrialisation basée sur les produits pour lesquels le Mali a des avantages comparatifs élevés. La politique industrielle vise essentiellement à promouvoir et à déconcentrer géographiquement l'activité industrielle en accordant des avantages fiscaux. Elle s'efforce également de favoriser la transformation des produits locaux. Toutefois, la connaissance du secteur industriel est plutôt vague.

Au Mali, les statistiques industrielles émanent de la DNI et de la DNSI. La DNI a déjà réalisé quatre recensements depuis 1982. Le dernier recensement date de 2000. La DNSI calcule un indice de la production industrielle et calcule chaque année la valeur ajoutée industrielle annuelle.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce, avec la création d'une Cellule de Planification et de Statistique veut mettre en place un système d'information cohérent et opérationnel de collecte de données industrielles (recensement, enquêtes, collecte indirecte), afin de satisfaire le plus grand nombre de demandeurs d'information.

Le système d'information va connaître une réorganisation basée essentiellement sur la création de bases de données pour le suivi correct et régulier des unités industrielles. Le recensement industriel de 2003 qui permettra de faire la situation exacte du nombre d'unités industrielles servira de support pour la constitution de cette base de données informatique.

2- Objectifs

D'une façon générale, le recensement vise à collecter les informations sur les entreprises et les établissements industriels en vue d'une meilleure gestion de notre tissu industriel. Plus spécifiquement il s'agit de collecter les données sur :

- les caractéristiques du parc industriel ;
- l'emploi industriel ;
- la contribution de l'activité industrielle à l'économie ;
- les chiffres d'affaires ;
- les établissements industriels.

3. Méthodologie

Pour atteindre les objectifs précités, la méthodologie suivante a été adoptée :

- la définition du champ d'observation ;
- l'élaboration, l'examen et l'adoption du questionnaire ;
- la formation des enquêteurs ;
- la conception d'un manuel de l'enquêteur ;
- la sensibilisation ;
- les visites de terrain ;
- la saisie, le traitement et l'analyse des données.

3.1. Champ d'observation

Le recensement concerne toutes les entreprises industrielles et tous les établissements (unités industrielles de fabrication) industriels installés à l'intérieur des frontières géographiques nationales. Pour mieux cibler ces unités statistiques, les définitions des concepts suivants nous ont guidé tout au long de cette opération d'envergure nationale :

- une entreprise est une entité dotée d'une autonomie d'organisation et de décision dans l'affectation des ressources à leur activité de production et exerçant une ou plusieurs activités dans un ou plusieurs lieux ;
- l'entreprise peut exercer son activité dans un ou plusieurs lieux (usine, bureau, magasin, etc.) topographiquement distincts et identifiés dans lesquels travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même entreprise. Ces unités sont appelées établissements et ne peuvent être exploitées que par la seule entreprise ;
- une entreprise industrielle est une entreprise ou un établissement dotée de machines, d'équipements, de matériels, capables d'assurer des transformations physico-chimiques requises des matières premières ou de ressources naturelles du sol ou du sous-sol.

Les unités industrielles visitées dans le cadre du recensement sont répertoriées en recoupant plusieurs sources de données : à partir de la liste des projets agréés au Code des Investissements, depuis 1990 et du répertoire des entreprises et des produits industriels (2^{ème} édition 1994), base du recensement de 2000, de la situation des unités industrielles à la DNI (entreprises fermées, nouvelles créations).

C'est sur cette base, que nous avons élaboré au préalable une liste indicative d'unités industrielles.

Le parc industriel compte 340 entreprises industrielles dont 243 enquêtées et 97 fermées ou à l'arrêt au moment du recensement.

3.2- Elaboration des instruments de collecte :

Un seul questionnaire est conçu : il permet à la fois de recueillir les informations sur l'entreprise et sur les établissements.

Il comprend les volets :

- identification de l'entreprise ;
- branches d'activité de l'entreprise ;
- financements et investissements en 2001 et 2002 ;
- chiffre d'affaires global de l'entreprise en 2001 et 2002 ;
- valeur ajoutée et sa répartition ;
- consommations intermédiaires de l'entreprise en 2001 et 2002 ;
- emploi dans l'entreprise en 2001 et 2002 ;
- coût d'achat des matières premières en 2001 et 2002 ;
- situation de la Production de l'entreprise en 2001 et 2002
- difficultés de l'entreprise ;
- adhésion à la démarche qualité ;
- les informations sur les établissements à savoir l'identification de l'établissement, l'activité principale, la branche d'activité et le nombre d'emplois.

3.3- Formation des enquêteurs

3.3.1- Critères de sélection des superviseurs/enquêteurs

3.3.1.1- Critères de sélection des enquêteurs

- être disponible pendant toute la durée de l'enquête ;
- parler la langue des aires de l'enquête ;
- être capable de travailler en équipe ;
- avoir une expérience dans les enquêtes ou être d'un niveau supérieur.

3.3.1.2- Critères de sélection des superviseurs

- avoir une expérience dans la supervision des enquêtes;
- être de niveau supérieur;
- être disponible pendant toute la durée de l'enquête;
- parler la langue des aires de couverture de l'enquête;
- se familiariser avec les concepts de l'économie d'entreprise est un atout;
- être capable de conduire une équipe.

3-3-2- Formation des enquêteurs

La formation regroupe les superviseurs et les enquêteurs. La méthodologie suivante a été observée :

- présentation des objectifs et de la méthodologie du recensement ;
- brève présentation de la comptabilité d'entreprise en rapport avec les éléments du questionnaire du recensement ;
- présentation du questionnaire ;
- travaux de groupe ;
- synthèse des travaux de groupe en plénière ;
- pré-test et Correction.

Au cours des travaux de groupe, les formateurs ont donné des éclaircissements sur les difficultés rencontrées au sein de chaque groupe. Cette approche a l'avantage d'apporter les amendements nécessaires au questionnaire.

La formation est complétée par l'exposé du manuel de l'enquêteur.

Pour parachever leur formation théorique et tester le questionnaire, un pré-test a été réalisé dans six unités industrielles de Bamako mais de taille différente pour tenir compte des spécificités des unités régionales et locales.

Les objectifs du pré-test étaient de :

- vérifier la qualité des questions et la qualité de l'information obtenue ;
- vérifier l'adéquation et la clarté, tant pour les enquêteurs que pour les enquêtés, de la terminologie utilisée dans les questions ;
- vérifier l'utilité des instructions données pour chaque question ;
- vérifier la meilleure façon d'organiser les tâches de l'équipe.

3. 4- Manuel de l'enquêteur

Un guide de l'enquêteur est élaboré pour définir tous les termes utilisés dans le questionnaire. Ce guide joint aux questionnaires renferme les informations nécessaires pour les utilisateurs afin de leur faire comprendre l'importance de la collecte ainsi que les procédures ou explications et les démarches à effectuer.

Le manuel est un document précieux tant pour le superviseur que pour l'enquêteur. Il sert de document de formation continue pour les agents de terrain.

Le manuel comprend cinq parties :

- une première partie consacrée aux conduites à tenir pour mener de bonnes interviews ;
- une deuxième partie relative à la définition de certains concepts comme l'unité industrielle ;
- une troisième partie consacrée au mode de remplissage du questionnaire ;
- une quatrième partie définit le rôle des superviseurs et des agents enquêteurs.

3.5- Déroulement du Recensement sur le terrain

Après la formation, un calendrier de visite sur le terrain est établi ainsi que la répartition des agents entre les différentes unités industrielles.

Sur la base du nombre d'entreprises et du délai fixé pour la collecte sur le terrain (16 jours), du temps de remplissage des questionnaires déterminé au moment du Pré-test, le nombre d'enquêteurs a été de 26 répartis entre les cinq (05) premières régions et le District de Bamako comme suit :

Tableau : Répartition des enquêteurs selon la région

| Régions | Nombre d'enquêteurs |
|-----------|---------------------|
| Kayes | 2 |
| Koulakoro | 2 |
| Sikasso | 3 |
| Ségou | 2 |
| Mopti | 1 |
| Bamako | 16 |
| Ensemble | 26 |

Pour les trois autres régions (Tombouctou, Gao et Kidal) qui ne disposent pas d'unités industrielles sur la base de la liste préétablie, les questionnaires ont été envoyés sur le terrain par le canal des Directions régionales du Commerce et de la concurrence (DRCC). Une seule boulangerie située à Gao a rempli le questionnaire.

Sur le terrain, les superviseurs s'assuraient du bon déroulement de l'enquête et vérifiaient au jour le jour les questionnaires.

3.6- Sensibilisation :

Dans le cadre de la sensibilisation :

- une lettre circulaire a été adressée à toutes les unités industrielles ;
- un texte a été lu, en français, à la télévision pendant plus d'une semaine ;
- des textes en français et en bamanan ont été passés sur les antennes de l'ORTM ;
- des insertions ont eu lieu dans la presse écrite.

3.7- Exploitation et analyse des données

Quatre phases sont à distinguer :

- **la vérification :**

Il s'agit d'un contrôle de l'échantillon par rapport aux fiches de terrain et un contrôle sommaire de la cohérence des données. Les questionnaires sont remis à la CPS après vérification des superviseurs et des chercheurs ;

- **la codification des questions ouvertes :**

Elle concerne les réponses non codifiées avant l'enquête ;

- **la saisie et édition des données :**

Le saisie s'est effectuée sur Epi-Info sous la supervision du Chef de la Division Statistique et Documentation de la CPS. L'analyse des données est faite sur SPSS ;

- **la tabulation :**

Les programmes destinés à fournir des tableaux de base nécessaires à l'élaboration du rapport préliminaire et du rapport final sont développés et exploités.

3.8 Problèmes rencontrés et solutions apportées

3.8.1 Evaluation de la liste établie au départ

Sur le terrain, l'équipe d'enquête notamment dans le District de Bamako, s'est rendue compte que la liste préétablie était à mettre à jour :

- de nombreuses entreprises sur la liste de base n'étaient plus en activité. Les questionnaires correspondants à ces unités ont porté la mention soit « fermée » soit « arrêtée ». Des efforts ont été fournis pour avoir l'année de fermeture ou d'arrêt ;
- certaines entreprises n'ont pas été retrouvées ;
- quelques entreprises ont refusé de répondre au questionnaire ou ont pris du retard pour le remplissage du questionnaire; ralentissant ainsi l'exploitation et l'analyse des données, malgré les efforts des superviseurs et l'appui de la DNI ;
- Les adresses fournies sur la liste des entreprises n'étaient pas toujours exactes.

L'apport des superviseurs qui étaient des agents de la DNI, de la DNSI et de la Chambre de commerce a été très salutaire dans la mesure où ilsaidaient les enquêteurs à retrouver les entreprises sur le terrain. Aussi, le fait de prendre un nombre élevé d'enquêteurs a beaucoup contribué à identifier les entreprises.

3.8.2 Evaluation de la qualité des données

Les questionnaires ne sont pas toujours bien remplis. Les grandes unités industrielles, notamment celles implantées à Bamako ont relativement bien rempli les questionnaires à l'aide des documents comptables. A l'opposé, certaines unités en occurrence les boulangeries qui n'ont pas de documents comptables ont fourni les informations sur la base des déclarations. Toutefois les agents recenseurs les assistaient afin de pouvoir recueillir la vraie réponse.

Les informations n'ont pas été toujours exhaustives. Les coûts des matières premières, les valeurs ajoutées, les détails des produits fabriqués ou vendus, le nombre d'emplois n'ont pas été toujours donnés en totalité. Des tests de cohérence établis ont permis de compléter et de corriger les données recueillies. Notons que les enquêteurs ont rencontré moins de problèmes dans les régions et dans les grandes unités industrielles de Bamako

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS

2.1 Caractéristiques du secteur industriel

2.1-1 Branches d'activités

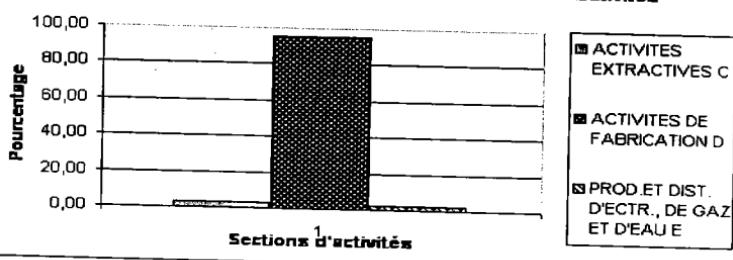
Selon la Nomenclature d'activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA), l'activité industrielle au malí peut être classée en trois sections : la section Activités extractives C, la section Activités de fabrication D et enfin la section Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau E.

Au Malí, l'activité industrielle la plus répandue est la fabrication. Sur les 243 entreprises industrielles recensées, 231 soit 95,06 % s'adonnent à La fabrication (tableau 1.1a).

Tableau 1.1a : Répartition des entreprises selon la branche d'activité

| Section | Effectif | % |
|---|------------|---------------|
| ACTIVITES EXTRACTIVES C | 7 | 2,88 |
| ACTIVITES DE FABRICATION D | 231 | 95,06 |
| PROD. ET DIST. D'ECTR., DE GAZ ET D'EAU E | 5 | 2,06 |
| TOTAL | 243 | 100,00 |

Figure 1.1: Nombre d'entreprises suivant la section d'activités



Les entreprises de fabrication se rencontrent plus dans les branches d'activités suivantes (tableau 1. 1b) :

- fabrication de produits alimentaires : 46,8 % ;
- édition, imprimerie et reproduction d'enregistrements : 15,2 % ;
- fabrication d'ouvrages métalliques : 8,7 % ;
- fabrication de produits chimiques: 6,9 % ;
- fabrication de meubles : 6,1 %.

Au total, ces cinq types d'activités occupent 84 % des entreprises de fabrication.

Tableau 1.1b : Répartition des entreprises selon la sous branche des activités de fabrication

| Sous branches des activités de fabrication | Effectif | % |
|---|-----------------|---------------|
| FABRICATION DE PDT'S ALIMENT. ET DE BOISSONS | 108 | 46,75 |
| FABRICATION DE PDT'S A BASE DE TABAC | 1 | 0,43 |
| FABRICATION DE TEXTILES | 4 | 1,73 |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | 1 | 0,43 |
| TL DU CUIR, FAB.D'ART.DE VOYAGE, DE CHAUSS. | 2 | 0,87 |
| TL DU BOIS ET FAB. D'ART.EN BOIS OU DE VAN. | 2 | 0,87 |
| FAB. DE PAP.. DE CART.,D'ART. EN PAP. OU CART | 1 | 0,43 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG. | 35 | 15,15 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 16 | 6,93 |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ. | 7 | 3,03 |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 7 | 3,03 |
| METALLURGIE; FONDERIE | 2 | 0,87 |
| FAB. D'OUVRAGES EN METAUX: TL DES METAUX | 20 | 8,66 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 5 | 2,16 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | 4 | 1,73 |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 2 | 0,87 |
| FAB.DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A. | 14 | 6,06 |
| TOTAL | 231 | 100,00 |

a) Fabrication de produits alimentaires :

On constate que 49,1% des industries travaillant dans la production alimentaire sont des entreprises individuelles. Par contre, dans la même branche 23,1% et 15,7% des industries sont respectivement des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés anonymes (**annexes, tableau 1.1**).

Selon le régime de propriété, on observe que 45,9 % des industries privées sont dans la fabrication de produits alimentaires et de boisson (**annexes, tableau 1.2**).

Les industriels nationaux opèrent surtout dans les branches :

- fabrication des produits alimentaires et de boissons: 49,2 % (**annexes, tableau 1.3**);
- édition, imprimerie et reproduction d'enregistrement: 18,4 %.

En 2001 et 2002, plus de 60 % des entreprises exerçant dans la fabrication de produits alimentaires et de boisson ont un chiffre d'affaire de moins de 500 millions de francs CFA (**annexes, tableau 1.4a et 1.4b**).

b) La branche de l'édition- imprimerie :

Cette activité est dominée par les entreprises individuelles qui représentent 45,7 % des acteurs industriels. Elle absorbe 14,7 % des entreprises industrielles à responsabilité limitée. Elle est dominée par les entreprises privées : 94,4% des entreprises de cette branche sont privées. Toutes ces entreprises appartiennent à des nationaux (**annexes, tableaux 1.1, 1.2, 1.3**).

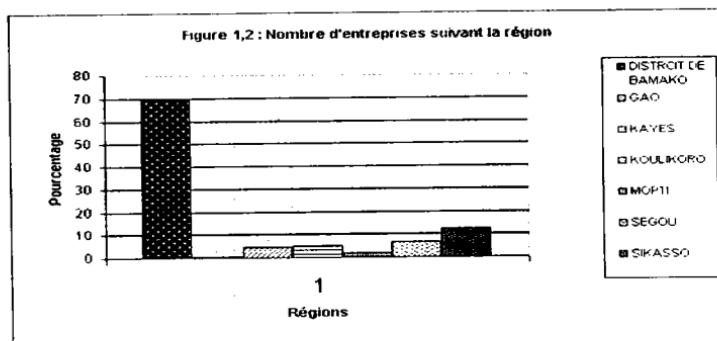
En 2002, 74,3 % des entreprises de l'édition- imprimerie ont réalisé moins de 500 millions de francs CFA de chiffre d'affaires. Pourtant 17,8 % des industries de cette classe de chiffre d'affaires sont dans l'édition imprimerie (**annexes, tableau 1.4b**).

2.1.2 Répartition Spatiale

En classant les entreprises selon le critère de résidence du siège, on constate que le District de Bamako regroupe 69,6 % du parc industriel du MALI ; soit 169 des 243 entreprises enquêtées. La région de Sikasso vient en deuxième position avec 12,4%.

Tableau 1.2 : Répartition des entreprises industrielles selon la région administrative d'installation du siège.

| Régions | Effectif | % |
|--------------------|------------|---------------|
| KAYES | 11 | 4,53 |
| KOULIKORO | 12 | 4,94 |
| SIKASSO | 30 | 12,35 |
| SEGOU | 16 | 6,57 |
| MOPTI | 4 | 1,65 |
| GAO | 1 | 0,41 |
| DISTRICT DE BAMAKO | 169 | 69,55 |
| TOTAL | 243 | 100,00 |



2.1.3 Statut juridique de l'entreprise :

Les industries installées au Mali se rencontrent en général sous 3 statuts :

- les entreprises individuelles représentent 35,4 % de l'ensemble ;
- les sociétés anonymes, 23,9 % ;
- les sociétés à responsabilité limitée pèsent 28 % dans l'effectif total des industries.

Ces 3 statuts regroupent 87 % des entreprises industrielles du Mali.

Tableau 1.3 : Réparation des entreprises selon le statut juridique

| Statut | Effectif | % |
|---|------------|---------------|
| Société anonyme | 58 | 23,87 |
| Société anonyme unipersonnelle | 8 | 3,29 |
| Société à Responsabilité limitée | 68 | 27,98 |
| Société à Responsabilité limitée unipersonnelle | 4 | 1,65 |
| Groupement d'Intérêt économique | 6 | 2,47 |
| Entreprise Individuelle | 86 | 35,39 |
| Autres statuts | 12 | 4,94 |
| Non déclaré | 1 | 0,41 |
| TOTAL | 243 | 100,00 |

2.1.4 Régime de propriété et nationalité des propriétaires

Suivant le régime de propriété et la nationalité, il apparaît que les entreprises privées (91,4 % de l'effectif total) et celles qui appartiennent à des nationaux (79,4 %) de l'ensemble du parc industriel sont les plus nombreuses. Toutefois l'effectif des entreprises détenues par des nationaux associés à des étrangers n'est pas négligeable : 12,9 % de l'effectif total.

Tableau 1.4a : Répartition des entreprises selon le régime de propriété

| Régime de propriété | Effectif | % |
|---------------------|------------|---------------|
| Régime privé | 222 | 91,36 |
| Régime public | 8 | 3,29 |
| Régime mixte | 13 | 5,35 |
| TOTAL | 243 | 100,00 |

Figure 1.3 : Nombre d'entreprises suivant le régime de propriété

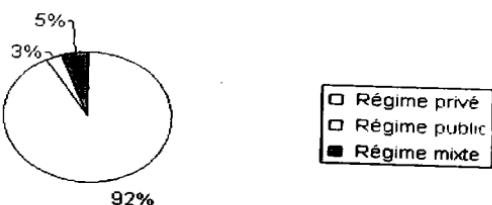
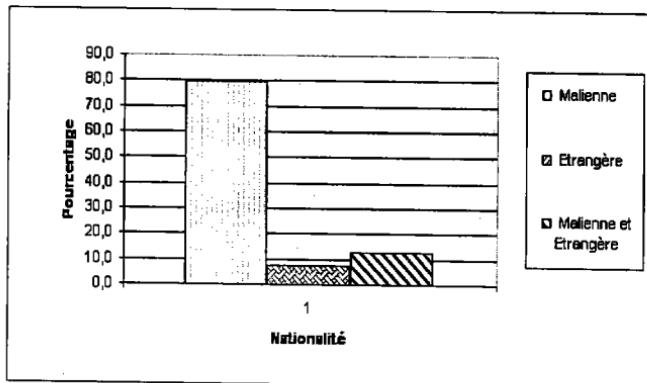


Tableau 1.4b : Répartition des entreprises selon la nationalité des propriétaires

| Nationalité des propriétaires | Effectif | % |
|-------------------------------|------------|--------------|
| Malienne | 185 | 79,4 |
| Etrangère | 18 | 7,7 |
| Malienne et Etrangère | 30 | 12,9 |
| TOTAL | 233 | 100,0 |

Figure 1-4 : Nombre d'entreprises suivant la nationalité

2.1.5 Taille des entreprises

La taille est définie par le nombre d'emplois permanents. Sur les 192 et 203 entreprises ayant déclaré le nombre d'emplois permanents, respectivement en 2001 et 2002, 82 % environ ont une taille inférieure à 50 employés permanents, 95 % ont une taille inférieure à 200 employés contre environ 5 % de taille égale ou supérieure à 200 travailleurs permanents.

Tableau 1.5 : Répartition des entreprises industrielles selon la taille des entreprises

| Taille des entreprises | 2001 | | 2002 | |
|------------------------|------------|---------------|------------|---------------|
| | Effectif | % | Effectif | % |
| Moins de 5 employés | 34 | 17,71 | 41 | 20,20 |
| 5 - 9 employés | 35 | 18,23 | 38 | 18,72 |
| 10 - 49 employés | 88 | 45,83 | 88 | 43,35 |
| 50 - 99 employés | 16 | 8,33 | 17 | 8,37 |
| 100 - 199 employés | 9 | 4,69 | 10 | 4,93 |
| 200 et plus | 10 | 5,21 | 9 | 4,43 |
| TOTAL | 192 | 100,00 | 203 | 100,00 |

Les entreprises de taille inférieure ou égale à 50 travailleurs permanents interviennent essentiellement dans la production alimentaire : elles représentent plus de 40 % en 2001 et 2002.

Les entreprises de taille comprise entre 10 et 50 employés, se comptent parmi les entreprises alimentaires : 37,5 % en 2001 et environ 40 % en 2002 (**annexes, tableaux 1.5a et 1.5b**).

2.1.6 Age des entreprises

L'âge des entreprises est déterminé à partir de l'année du recensement 2003 et l'année de création de l'entreprise.

Le tableau 1.6 révèle que :

- plus du tiers (34,6 %) des entreprises ont moins de 5 ans ;
- plus de deux entreprises sur cinq (43,9%) sont âgées de 5 à 14 ans ;
- 78,5 % des entreprises n'ont pas encore 15 ans en 2003 ;
- 90,7 % du parc industriel a moins de 25 ans d'existence ;
- seulement trois entreprises ont plus de 45 ans.

Tableau 1.6 : Répartition des entreprises selon l'âge

| Groupes d'âge | Effectif | % |
|----------------|------------|---------------|
| moins de 5 ans | 82 | 34,60 |
| 05 – 14 | 104 | 43,87 |
| 15 – 24 | 29 | 12,24 |
| 25 – 34 | 13 | 5,49 |
| 35 – 44 | 6 | 2,53 |
| 45 et plus | 3 | 1,27 |
| Total | 237 | 100,00 |

Près de 60 % (59,8 %) des industries de « moins de 5 ans » sont dans la fabrication des produits alimentaires (**annexes, tableau 1.6a**).

Les entreprises âgées de moins de 5 ans se rencontrent généralement sous forme de :

- société anonyme : 12,2 % ;
- société à responsabilité limitée : 36,6 % ;
- entreprise industrielle : 40,2 % (**annexes, tableau 1.6b**).

Ces trois types de sociétés concernent 89 % des entreprises âgées de moins de 5 ans. Il faut noter que toutes les entreprises ayant 45 ans ou plus sont des sociétés anonymes.

En tenant compte du régime de propriété de l'entreprise on constate que :

- 35,6% des entreprises privées n'ont pas encore 5 ans d'existence en 2003 (**annexes, tableau 1.6c**) ;
- 80,6% ont moins de 15 ans ;
- 90,5% ont moins de 25 ans.

En 2003, 91,4 % des entreprises détenues par des nationaux ont moins de 25 ans. Ce pourcentage est de 77,8% pour les entreprises détenues par les étrangers, de 80 % pour les entreprises appartenant à des nationaux associés à des étrangers (**annexes, tableau 1.6d**).

2.2 Emploi et Main d'œuvre

Pour cerner l'emploi industriel, il a été demandé aux entreprises, pour les exercices 2001 et 2002, le nombre d'emplois selon le sexe, la catégorie professionnelle (production ou administration) et le type d'emploi (permanent ou temporaire).

2.2.1 Répartition des emplois permanents suivant la Branche d'activités

Au total 22166 emplois sont dénombrés en 2001 contre 21485 en 2002 avec respectivement 13926 et 13127 emplois permanents (**annexes, tableau 2.1a**). Les emplois permanents représentent plus de 60 % des emplois : 62,8 % en 2001 contre 61 % en 2002. Ils connaissent une baisse entre 2001 et 2002.

Cette baisse de l'emploi permanent (5,7 %) entre 2001 et 2002 est due à celle enregistrée dans la branche Activités extractives (79 %). Cette baisse de l'emploi permanent dans la branche activités extractives s'explique aussi par le fait que le nombre d'emploi permanent dans la société des mines d'or de SYAMA a baissé de 98 % (884 en 2001 contre 16 en 2002). Ceci est bien illustré par la baisse des frais de personnel de la dite société passant de 2,4 milliards de francs CFA en 2001 à 411 millions de francs CFA en 2002, soit une baisse de 83 %.

En effet, la société des mines d'or de SYAMA était à l'arrêt en fin 2001. La majorité des employés ont été licenciés avec tous leurs droits et la minorité, c'est à dire les 16 employés retenus en 2002 s'occupaient des travaux d'entretien, de maintenance et de réhabilitation.

Tableau 2.1 : Répartition des emplois permanents selon la branche d'activité

| BRANCHE D'ACTIVITES | EFFECTIF 2001 | % | EFFECTIF 2002 | % |
|--|---------------|-------|---------------|-------|
| ACTIVITES EXTRACTIVES C | 1081 | 7,8 | 230 | 1,8 |
| ACTIVITES DE FABRICATION D | 11243 | 80,7 | 11375 | 86,6 |
| PROD.ET DIST. D'ELECTR.. DE GAZ ET D'EAU E | 1602 | 11,5 | 1522 | 11,6 |
| TOTAL | 13926 | 100,0 | 13127 | 100,0 |

La section Activités de fabrication est la branche d'activité qui emploie le maximum de personnes : elle représente à elle seule près de 90% des emplois en 2002.

Comme on pouvait s'attendre, avec la nature des emplois, les femmes sont peu représentées avec 1042 à 1097 emplois féminins en 2001 et 2002 soit 7,5 % et 8,4 % des emplois permanents (**annexes, tableaux 2.1a et 2.1b**).

2.2.2 Répartition des emplois permanents suivant la nationalité des propriétaires

Les entreprises de propriétaires maliens occupent 36,7 % des emplois en 2002 contre environ le tiers (32,5 %) en 2001. Les entreprises détenues par les étrangers ne représentent

qu'environ 4 %. Les nationaux qui sont associés aux étrangers représentent 63 % en 2001 contre 59 % en 2002. De 2001 à 2002, on constate une progression de la part des emplois dans les entreprises détenues par les nationaux.

Tableau 2.2 : Répartition des emplois permanents selon la nationalité des propriétaires de l'entreprise

| NATIONALITE DES PROPRIETAIRES | EFFECTIF 2001 | % | EFFECTIF 2002 | % |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| MALIENNE | 4339 | 32,50 | 4600 | 36,70 |
| ETRANGERE | 559 | 4,20 | 575 | 4,60 |
| MALIENNE ET ETRANGERE | 8432 | 63,30 | 7357 | 58,70 |
| TOTAL | 13330 | 100,00 | 12532 | 100,00 |

2.2.3 Répartition des emplois permanents suivant le régime de propriété et le Statut juridique

Les entreprises à régime mixte emploient environ 62 % des emplois en 2001 contre 57 % en 2002. La part des huit entreprises du secteur public est très faible : moins de 5 % en 2001 et seulement 3 % en 2002.

Tableau 2.3a : Répartition des emplois permanents selon le régime de propriété

| REGIME DE PROPRIETE | EFFECTIF 2001 | % | EFFECTIF 2002 | % |
|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| REGIME PRIVE | 4632 | 33,50 | 5174 | 39,70 |
| REGIME PUBLIC | 653 | 4,70 | 419 | 3,20 |
| REGIME MIXTE | 8548 | 61,80 | 7441 | 57,10 |
| TOTAL | 13833 | 100,00 | 13034 | 100,00 |

Plus de 80 % des emplois sont fournis par les entreprises à statut de société anonyme. La part des emplois des entreprises de statut de groupement d'intérêt économique n'avoisine pas les 1 %.

Tableau 2.3b : Répartition des emplois permanents selon le statut juridique

| STATUT JURIDIQUE | EFFECTIF 2002 | % | EFFECTIF 2001 | % |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| SOCIETE ANONYME | 10306 | 81,75 | 11027 | 83,72 |
| SOCIETE ANONYME UNIPERSONNELLE | 31 | 0,25 | 29 | 0,22 |
| SOCIETE A RESPONSABILITE limitee | 1425 | 11,30 | 1267 | 9,62 |
| SOCIETE A RESPONSABILITE limitee UNIPERSONNELLE | 150 | 1,19 | 139 | 1,06 |
| GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE | 31 | 0,25 | 46 | 0,35 |
| ENTREPRISE INDIVIDUELLE | 664 | 5,27 | 664 | 5,04 |
| TOTAL | 12607 | 100,00 | 13172 | 100,00 |

2.3 Capital et Investissement

Les données relatives à cette partie concernent :

- pour les dettes contractées, 111 entreprises en 2001 contre 118 en 2002 sur 243 entreprises enquêtées :
- pour l'investissement réalisé, 148 en 2001 contre 154 en 2002 sur 243 entreprises enquêtées.

2.3.1 Investissements industriels réalisés et branches d'activités

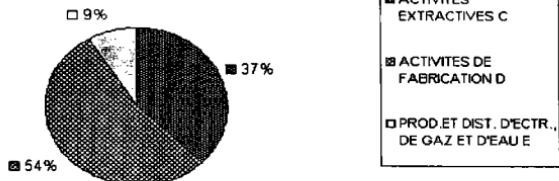
En 2001 et 2002, les investissements industriels réalisés ont été effectués dans les sections Activités de Fabrication D (54 % et 47 %) et Activités Extractives C (activités de minerais métalliques (37,4 % et 41 %) (**tableaux 3.1a et 3.1b**).

Selon la structure des investissements réalisés, la section Activités de fabrication a investi dans les immobilisations corporelles 89 % en 2001 et 90 % en 2002. La section Activités Extractives, a investi respectivement 83 % et 79 % des fonds dans les immobilisations corporelles.

Tableau 3.1a : Répartition des investissements industriels réalisés en 2001 selon la branche d'activités (en milliers de f cfa)

| Section | Immobilisations Incorporelles | Immobilisations Corporelles | Immobilisations Financières | Investissements Réalisés | % du total des investiss. |
|--|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|---------------------------|
| ACTIVITES EXTRACTIVES C en % | 12 031 307 17,42 | 57 041 459 82,58 | 0 0,00 | 69 072 766 100,00 | 37,43 |
| ACTIVITES DE FABRICATION D en % | 704 748 0,71 | 88 571 470 89,53 | 9 658 051 9,76 | 98 934 269 100,00 | 53,61 |
| PROD.ET DIST. D'ECTR., DE GAZ ET D'EAU E en % | 1 941 970 11,74 | 14 498 210 87,61 | 108 159 0,65 | 16 548 340 100,00 | 8,96 |
| Total | 14 678 025 | 160 111 139 | 9 766 210 | 184 555 374 | 100,00 |

Figure 3.1a: Pourcentage des investissements réalisés par section d'activités en 2001



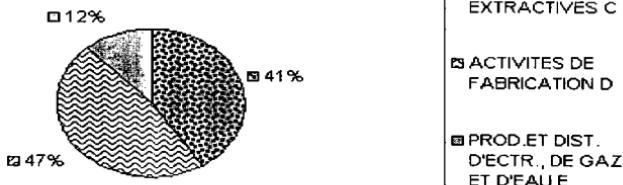
En 2001, des immobilisations incorporelles ont été réalisées dans les activités extractives pour 17,4 % contre 21 % en 2002.

Aussi, en 2001 et 2002, les immobilisations financières (9,8 % et 8,5 %) ont été réalisées dans la section Activités de Fabrication. Elles sont quasi absentes dans les Activités Extractives (tableau 3.1b).

Tableau 3.1b : Répartition des investissements industriels réalisés en 2002 selon la branche d'activités (en milliers de f cfa)

| Section | Immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Immobilisations financières | Investissements réalisés | % du total des investissements |
|---|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| ACTIVITES EXTRACTIVES C en % | 14 430 332 20,91 | 54 569 284 79,07 | 12 058 0,02 | 69 011 674 100,00 | 40,84 |
| ACTIVITES DE FABRICATION D en % | 1 119 797 1,40 | 71 918 444 90,13 | 6 751 553 8,47 | 79 789 794 100,00 | 47,22 |
| PROD. ET DIST. D'ECTR., DE GAZ ET D'EAU E en % | 307 225 1,53 | 19 385 628 96,07 | 484 920 2,40 | 20 177 773 100,00 | 11,94 |
| Total | 15 857 354 | 145 873 356 | 7 248 531 | 168 979 241 | 100,00 |

Figure 3.1b: Pourcentage des investissements totaux par section d'activités en 2002



2.3.2 Répartition des investissements industriels réalisés selon le régime de propriété des entreprises.

Durant les années 2001 et 2002, les entreprises mixtes ont réalisé environ les ¾ des investissements industriels totaux. Elles ont essentiellement investi dans les immobilisations corporelles pour une valeur supérieure à 90 % des dépenses d'investissements : 93,8 % en 2001 et 97,6 % en 2002 (tableaux 3.2a et 3.2b).

Les entreprises privées viennent en deuxième position avec 18,7 % et 15,7 % respectivement en 2001 et 2002. Les investissements restent dominés par les immobilisations corporelles.

Les entreprises à caractère public dont la part dans les investissements varie entre 7 % et 9 % en 2001 et 2002, ont au contraire investi dans les immobilisations incorporelles (tableaux 3.2a et 3.2b).

Tableau 3. 2a : Structure des investissements réalisés selon le régime de propriété en 2001
(en milliers de F CFA)

| Régime de propriété | Immobilisations Incorporelles | Immobilisations Corporelles | Immobilisations Financières | Investissements Réalisés | % du total des investissements |
|---------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Régime privé | 293 964 | 30 552 116 | 3 686 640 | 34 532 721 | 18,71 |
| en % | 0,85 | 88,47 | 10,68 | 100,00 | |
| Régime public | 11 972 482 | 513 615 | 100 | 12 486 197 | 6,77 |
| en % | 95,89 | 4,11 | 0,00 | 100,00 | |
| Régime mixte | 2 411 578 | 129 045 408 | 6 079 470 | 137 536 456 | 74,52 |
| en % | 1,75 | 93,83 | 4,42 | 100,00 | |
| Total | 14 678 025 | 160 111 139 | 9 766 210 | 184 555 374 | 100,00 |

Tableau 3. 2b : Structure des investissements réalisés selon le régime de propriété en 2002
(en milliers de F CFA)

| Régime de propriété | Immobilisations Incorporelles | Immobilisations Corporelles | Immobilisations Financières | Investissements Réalisés | % du total des investissements |
|---------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Régime privé | 656 791 | 21 348 039 | 4 499 127 | 26 503 957 | 15,69 |
| en % | 2,48 | 80,55 | 16,97 | 100,00 | |
| Régime public | 14 896 279 | 639 043 | 0 | 15 535 322 | 9,19 |
| en % | 95,89 | 4,11 | 0,00 | 100,00 | |
| Régime mixte | 304 284 | 123 586 274 | 2 749 404 | 126 939 962 | 75,12 |
| en % | 0,24 | 97,59 | 2,17 | 100,00 | |
| Total | 15 857 354 | 145 873 356 | 7 248 531 | 168 979 241 | 100,00 |

2.3.3 Répartition des investissements industriels réalisés selon le statut juridique des entreprises.

En 2001, les sociétés anonymes ont réalisé 91,8 % du total des dépenses d'investissements de l'année. Leurs acquisitions corporelles représentent 87,9 % de leurs dépenses d'investissements (tableau 3.3a).

En 2002, elles ont effectué 90,9 % de toutes les dépenses d'investissements de l'année. Les immobilisations corporelles ont absorbé 88,2 des fonds investis (tableau 3.3b).

Tableau 3.3a : Répartition des investissements industriels réalisés selon le statut juridique des entreprises. 2001 (en milliers de f cfa).

| Statut juridique | Immobilisations Incorporelles | Immobilisations Corporelles | Immobilisations Financières | Investissements réalisés | % du total des investiss. |
|--|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| Société anonyme en % | 14 211 217 8,39 | 148 938 381 87,90 | 6 284 871 3,71 | 169 434 469 100,00 | 91,81 |
| Société anonyme unipersonnelle en % | 11 629 60,09 | 7 725 39,91 | 0 0,00 | 19 354 100,00 | 0,01 |
| Société à Responsabilité limitée en % | 56 884 0,75 | 7 357 233 96,45 | 214 008 2,81 | 7 628 126 100,00 | 4,13 |
| Société à Responsabilité limitée unipersonnelle en % | 1 000 0,02 | 1 083 169 25,45 | 3 171 629 74,52 | 4 255 797 100,00 | 2,31 |
| Groupement d'Intérêt économique en % | 2 924 17,28 | 13 745 81,25 | 249 1,47 | 16 917 100,00 | 0,01 |
| Entreprise Individuelle en % | 9 866 0,45 | 2 081 724 95,19 | 95 354 4,36 | 2 186 945 100,00 | 1,18 |
| Autres statuts en % | 384 504 37,93 | 629 162 62,06 | 100 0,01 | 1 013 766 100,00 | 0,55 |
| Total | 14 678 025 | 160 111 139 | 9 766 210 | 184 555 374 | 100,00 |

Tableau 3.3b : Répartition des investissements industriels réalisés selon le statut juridique des entreprises, 2002 (en milliers de francs).

| Statut juridique | Immobilisations Incorporelles | Immobilisations Corporelles | Immobilisations Financières | Investissements Réalisés | % du total des investiss. |
|---|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Société anonyme | 15 186 620 | 135 415 321 | 2 912 631 | 153 514 572 | 90,85 |
| en % | 9,89 | 88,21 | 1,90 | 100,00 | |
| Société anonyme unipersonnelle | 0 | 8 804 | 0 | 8 804 | 0,01 |
| en % | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 | |
| Société à Responsabilité limitée | 190 583 | 7 502 776 | 1 117 980 | 8 811 340 | 5,21 |
| en % | 2,16 | 85,15 | 12,69 | 100,00 | |
| Société à Responsabilité limitée unipersonnelle | 1 000 | 983 433 | 3 171 629 | 4 156 061 | 2,46 |
| en % | 0,02 | 23,66 | 76,31 | 100,00 | |
| Groupement d'Intérêt économique | 4 916 | 18 291 | 348 | 23 555 | 0,01 |
| en % | 20,87 | 77,65 | 1,48 | 100,00 | |
| Entreprise Individuelle | 6 793 | 1 194 910 | 45 944 | 1 247 647 | 0,74 |
| en % | 0,54 | 95,77 | 3,68 | 100,00 | |
| Autres statuts | 467 441 | 749 822 | 0 | 1 217 262 | 0,72 |
| en % | 38,40 | 61,60 | 0,00 | 100,00 | |
| Total | 15 857 354 | 145 873 356 | 7 248 531 | 168 979 241 | 100,00 |

2.3.4 Répartition des investissements industriels selon la taille des entreprises.

En 2001, les entreprises de taille supérieure à 200 employés ont effectué 69,2 % de toutes les dépenses d'investissements industriels. Elles ont acquis des immobilisations corporelles pour 93,7 % des fonds investis. Les entreprises de taille comprise entre 10 et 50 employés totalisent 11,6 % des investissements (56 % pour les immobilisations incorporelles et 42 % pour les immobilisations corporelles).

En 2002, tandis que les entreprises de grande taille (200 employés permanents et plus) sont responsables de 42,8 % des investissements industriels, celles de taille comprise entre 10 et 50 employés totalisent 41,3 % (tableaux 3.4a et 3.4b).

Tableau 3.4a : Répartition des investissements industriels réalisés selon la taille des entreprises, 2001 (en milliers de f cfa).

| Personnel permanent en 2001 | Immobilisations Incorporelles | Immobilisations Corporelles | Immobilisations Financières | Investissements réalisés | % du total des investissements |
|-----------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Moins de 5 employés | 475 | 946 199 | 1 264 | 947 938 | 0,51 |
| en % | 0,05 | 99,82 | 0,13 | 100,00 | |
| 5 - 9 employés | 57 930 | 1 854 666 | 1 120 | 1 913 716 | 1,04 |
| en % | 3,03 | 96,91 | 0,06 | 100,00 | |
| 10 - 49 employés | 12 043 422 | 8 991 314 | 359 503 | 21 394 239 | 11,59 |
| en % | 56,29 | 42,03 | 1,68 | 100,00 | |
| 50 - 99 employés | 18 076 | 8 421 750 | 3 260 030 | 11 699 856 | 6,34 |
| en % | 0,15 | 71,98 | 27,86 | 100,00 | |
| 100 - 199 employés | 585 834 | 14 914 904 | 64 723 | 15 565 461 | 8,43 |
| en % | 3,76 | 95,82 | 0,42 | 100,00 | |
| 200 et plus | 1 971 538 | 119 728 156 | 6 079 569 | 127 779 263 | 69,24 |
| en % | 1,54 | 93,70 | 4,76 | 100,00 | |
| Non déclarés | 750 | 5 254 152 | 0 | 5 254 902 | 2,85 |
| en % | 0,01 | 99,99 | 0,00 | 100,00 | |
| Total | 14 678 025 | 160 111 139 | 9 766 210 | 184 555 374 | 100,00 |

Tableau 3.4b : Répartition des investissements industriels réalisés selon la taille des entreprises. 2002 (en milliers de fcfa).

| Personnel permanent en 2002 | Immobilisations Incorporelles | Immobilisations Corporelles | Immobilisations Financières | Investissements réalisés | % du total des investissements |
|-----------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Moins de 5 employés en % | 1 177 0,16 | 709 704 98,03 | 13 055 1,80 | 723 936 100,00 | 0,43 |
| 5 - 9 employés en % | 34 639 1,98 | 1 701 456 97,35 | 11 751 0,67 | 1 747 846 100,00 | 1,03 |
| 10 - 49 employés en % | 15 422 320 22,12 | 53 137 011 76,22 | 1 157 010 1,66 | 69 716 340 100,00 | 41,26 |
| 50 - 99 employés en % | 25 682 0,26 | 6 522 958 66,55 | 3 253 603 33,19 | 9 802 244 100,00 | 5,80 |
| 100 - 199 employés en % | 20 265 0,35 | 5 792 133 98,78 | 51 557 0,88 | 5 863 955 100,00 | 3,47 |
| 200 et plus en % | 304 580 0,42 | 69 246 700 95,78 | 2 749 497 3,80 | 72 300 777 100,00 | 42,79 |
| Non déclarés en % | 48 691 0,55 | 8 763 394 99,31 | 12 058 0,14 | 8 824 142 100,00 | 5,22 |
| Total | 15 857 354 | 145 873 356 | 7 248 531 | 168 979 241 | 100,00 |

2.3.5 : Répartition des investissements industriels réalisés selon la nationalité des propriétaires.

En 2001, les entreprises appartenant à des maliens associés aux étrangers ont réalisé 77,6 % des investissements industriels contre 14,4 % pour les entreprises détenues par des maliens et 7,6 % pour celles appartenant à des étrangers.

En 2002, les investissements réalisés par les entreprises appartenant à des maliens associés aux étrangers représentent, comme en 2001, 78 % des investissements totaux contre 11 % pour les entreprises de propriétaires maliens et 10 % pour celles de propriétaires étrangers.

En ce qui concerne la structure des investissements réalisés, les entreprises de propriétaires maliens associés aux étrangers ont investi environ 94 % dans les immobilisations corporelles en 2001 tandis qu'en 2002, elles en ont investi 97 %. Par contre, les entreprises de propriétaires étrangers ont plutôt investi dans les immobilisations incorporelles (tableaux 3.5a et 3.5b).

Tableau 3.5a : Structure des investissements selon la nationalité des propriétaires en 2001 (en milliers de F CFA)

| nationalité des propriétaires | Immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Immobilisations financières | Investissements réalisés | % du total des investissements |
|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Malienne | 462 169 | 22 442 636 | 3 724 453 | 26 629 259 | 14,43 |
| Etrangère | 11 616 230 | 2 483 784 | 2 224 | 14 102 238 | 7,64 |
| Malienne et Etrangère | 2 599 625 | 134 649 705 | 5 996 617 | 143 245 946 | 77,62 |
| Non déclaré | 0 | 535 015 | 42 916 | 577 931 | 0,31 |
| Total | 14 678 025 | 160 111 139 | 9 766 210 | 184 555 374 | 100,00 |

Tableau 3.5b : Structure des investissements selon la nationalité des propriétaires en 2002 (en milliers de F CFA)

| nationalité des propriétaires | Immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Immobilisations financières | Investissements réalisés | % du total des investissements |
|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Malienne | 950 947 | 14 546 911 | 3 782 118 | 19 279 976 | 11,41 |
| Etrangère | 14 486 008 | 2 689 316 | 3 852 | 17 179 176 | 10,17 |
| Malienne et Etrangère | 420 400 | 128 328 210 | 3 414 765 | 132 163 375 | 78,21 |
| Non déclaré | 0 | 308 918 | 47 797 | 356 715 | 0,21 |
| Total | 15 857 354 | 145 873 356 | 7 248 531 | 168 979 241 | 100,00 |

2.3.6 : Répartition des dettes à long et moyen termes des entreprises industrielles selon le régime de propriété

Les entreprises mixtes ont absorbé 87,5 % du total des dettes contractées par les industries en 2001. Ce pourcentage a été de 87,2 % en 2002. Il s'agit essentiellement des dettes extérieures où le moyen terme représente 29,0 % dans le total et le long terme 55,4 % en 2001 (tableaux 3.6a et tableaux 3.6b).

Tableau 3. 6a : Structure des dettes selon le régime de propriété en 2001 (en milliers de F CFA)

| Régime de propriété | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|---------------------|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------------------|---------------|
| Régime privé | 14 406 076 | 11 496 662 | 12 956 369 | 854 381 | 39 713 488 | 9,71 |
| Régime public | 3 341 | 11 316 674 | 0 | 0 | 11 320 016 | 2,77 |
| Régime mixte | 40 402 125 | 15 394 144 | 103 812 388 | 198 372 169 | 357 980 826 | 87,52 |
| Total | 54 811 542 | 38 207 480 | 116 768 757 | 199 226 550 | 409 014 330 | 100,00 |

Tableau 3.6b : Structure des dettes selon le régime de propriété en 2002 (en milliers de F CFA)

| Régime de propriété | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|---------------------|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------------------|---------------|
| Régime privé | 13 327 100 | 13 199 508 | 11 934 551 | 644 080 | 39 105 239 | 9,41 |
| Régime public | 2 400 | 13 939 532 | 0 | 0 | 13 941 932 | 3,35 |
| Régime mixte | 50 766 664 | 13 612 315 | 108 464 041 | 189 747 928 | 362 590 949 | 87,24 |
| Total | 64 096 164 | 40 751 355 | 120 398 593 | 190 392 008 | 415 638 120 | 100,00 |

2.3.7 : Répartition des dettes à long et moyen termes des entreprises industrielles selon le statut juridique.

En 2001 et 2002, les dettes des sociétés anonymes ont représenté 94,4 % du montant total des dettes des entreprises industrielles. Ces dettes sont dominées par les dettes extérieures représentant environ (79,4 %) (tableaux 3.7a et 3.7b).

Tableau 3.7a : Répartition des dettes à long et moyen terme des entreprises industrielles selon le statut juridique, 2001 (en milliers de f cfa).

| Statut juridique | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|---|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------------------|---------------|
| Société anonyme | 45 509 087 | 34 129 713 | 107 556 196 | 198 902 791 | 386 097 786 | 94,40 |
| Société anonyme unipersonnelle | 400 | 0 | 0 | 0 | 400 | 0,00 |
| Société à Responsabilité limitée | 5 539 270 | 533 957 | 6 893 072 | 301 578 | 13 267 877 | 3,25 |
| Société à Responsabilité limitée unipersonnelle | 2 273 156 | 3 160 142 | 2 231 890 | 0 | 7 665 188 | 1,87 |
| Groupement d'Intérêt économique | 12 000 | 0 | 0 | 0 | 12 000 | 0,00 |
| Entreprise Individuelle | 575 490 | 187 694 | 34 481 | 22 181 | 819 845 | 0,20 |
| Autres statuts | 902 140 | 195 974 | 53 118 | 0 | 1 151 232 | 0,28 |
| Total | 54 811 542 | 38 207 480 | 116 768 757 | 199 226 550 | 409 014 330 | 100,00 |

Tableau 3.7b : Répartition des dettes à long et moyen terme des entreprises industrielles selon le statut juridique, 2002 (en milliers de f cfa).

| Statut juridique | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|---|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------------------|--------------|
| Société anonyme | 54 631 165 | 35 283 869 | 112 352 125 | 190 273 333 | 392 540 493 | 94,44 |
| Société anonyme unipersonnelle | 4 040 | 0 | 0 | 0 | 4 040 | 0,00 |
| Société à Responsabilité limitée | 6 372 805 | 2 871 631 | 6 440 752 | 96 494 | 15 781 682 | 3,81 |
| Société à Responsabilité limitée unipersonnelle | 1 633 428 | 2 376 107 | 1 517 771 | 0 | 5 527 306 | 1,33 |
| Groupement d'Intérêt économique | 12 500 | 0 | 0 | 0 | 12 500 | 0,00 |
| Entreprise Individuelle | 572 527 | 168 112 | 34 826 | 22 181 | 797 645 | 0,19 |
| Autres statuts | 869 699 | 51 636 | 53 118 | 0 | 974 453 | 0,23 |
| Total | 64 096 164 | 40 751 355 | 120 398 593 | 190 392 008 | 415 638 120 | 100,0 |

2.3.8 : Structure des dettes des entreprises industrielles selon la nationalité des propriétaires.

Les entreprises détenues par des nationaux associés à des étrangers sont responsables de plus de 86% de l'endettement total des industries. Il s'agit essentiellement de dettes extérieures (tableaux 3.8a et 3.8b).

Tableau 3.8a : Structure des dettes des entreprises industrielles selon la nationalité des propriétaires, 2001 (en milliers de f cfa).

| Nationalité des propriétaires | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|-------------------------------|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------------------|---------------|
| Malienne | 16 437 971 | 6 597 836 | 7 759 254 | 2 945 234 | 33 740 295 | 8,25 |
| Etrangère | 1 311 594 | 11 404 540 | 3 120 393 | 293 450 | 16 129 977 | 3,94 |
| Malienne et Etrangère | 36 885 848 | 18 606 150 | 103 849 270 | 195 454 116 | 354 795 383 | 86,75 |
| Non déclarés | 176 129 | 1 598 955 | 2 039 840 | 533 750 | 4 348 674 | 1,06 |
| Total | 54 811 542 | 38 207 480 | 116 768 757 | 199 226 550 | 409 014 330 | 100,00 |

Tableau 3.8b : Structure des dettes à long et moyen terme des entreprises industrielles selon la nationalité des propriétaires, 2002 (en milliers de f cfa).

| Nationalité des propriétaires | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|-------------------------------|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------------------|---------------|
| Maliennne | 12 804 167 | 7 825 459 | 7 922 303 | 2 018 896 | 30 570 825 | 7,36 |
| Etrangère | 1 929 789 | 14 590 573 | 2 280 343 | 88 366 | 18 889 071 | 4,54 |
| Maliennne et Etrangère | 49 204 871 | 15 875 830 | 108 500 923 | 187 756 213 | 361 337 837 | 86,94 |
| Non déclarés | 157 338 | 2 459 492 | 1 695 023 | 528 533 | 4 840 386 | 1,16 |
| Total | 64 096 164 | 40 751 355 | 120 398 593 | 190 392 008 | 415 638 120 | 100,00 |

2.3.9 : Structure des dettes à long et moyen termes des entreprises industrielles selon la taille des entreprises.

En 2001, les dettes des entreprises de grande taille (supérieure à 200 employés) représentent 84,9 % de l'ensemble des dettes. En 2002, elles baissent à 35,7 %, tandis que les entreprises de taille comprise entre 10 et 50 employés ont été responsables de 58,3 % du total des dettes industrielles de l'année. Toutes ces dettes sont en grande partie contractées à l'extérieur (tableaux 3.9a et 3.9b).

Tableau 3.9a : Structure des dettes selon la taille des entreprises en 2001
(en milliers de F CFA)

| Personnel permanent en 2001 | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|-----------------------------|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------------------|---------------|
| Moins de 5 employés | 4 400 | 22 000 | 37 000 | 0 | 63 400 | 0,02 |
| 5 - 9 employés | 610 134 | 79 608 | 0 | 3 128 | 692 870 | 0,17 |
| 10 - 49 employés | 4 485 314 | 13 781 958 | 2 944 584 | 320 631 | 21 532 486 | 5,26 |
| 50 - 99 employés | 8 871 194 | 5 008 892 | 4 257 984 | 530 622 | 18 668 693 | 4,56 |
| 100 - 199 employés | 857 116 | 3 413 641 | 2 572 821 | 0 | 6 843 579 | 1,67 |
| 200 et plus | 39 707 614 | 15 486 847 | 105 534 250 | 186 634 549 | 347 363 259 | 84,93 |
| Non déclarés | 275 770 | 414 535 | 1 422 118 | 11 737 620 | 13 850 043 | 3,39 |
| Total | 54 811 542 | 38 207 480 | 116 768 757 | 199 226 550 | 409 014 330 | 100,00 |

Du point de vue de la structure des dettes totales, les dettes des entreprises de grande taille (200 et plus employés) les plus élevées en 2001 correspondent à des dettes externes à long terme (53,7 %).

Tableau 3.9b : Structure des dettes selon la taille des entreprises en 2002
(en milliers de F CFA)

| Personnel permanent En 2002 | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|--------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|--------------------|---------------|
| Moins de 5 employés | 31 590 | 912 472 | 0 | 0 | 944 062 | 0,23 |
| 5 - 9 employés | 479 475 | 73 329 | 0 | 3 128 | 555 932 | 0,13 |
| 10 - 49 employés | 7 586 349 | 22 103 903 | 94 435 027 | 118 061 986 | 242 187 265 | 58,27 |
| 50 - 99 employés | 4 622 042 | 5 085 395 | 3 544 959 | 525 405 | 13 777 801 | 3,31 |
| 100 - 199 employés | 968 807 | 2 464 155 | 3 134 121 | 0 | 6 567 084 | 1,58 |
| 200 et plus | 50 054 304 | 9 277 732 | 17 362 273 | 71 801 489 | 148 495 798 | 35,73 |
| Non déclarés | 353 598 | 834 368 | 1 922 212 | 0 | 3 110 177 | 0,75 |
| Total | 64 096 164 | 40 751 355 | 120 398 593 | 190 392 008 | 415 638 120 | 100,00 |

2.3.10 : Structure des dettes à long et moyen termes des entreprises industrielles selon la branche d'activité.

Les sociétés minières sont à l'origine de la majeure partie des dettes des industries ; la part de leurs dettes dans l'ensemble a varié de 58,2 % en 2001 à 55,1 % en 2002 (tableaux 3.10a et 3.10b).

Du point de vue de la structure, plus de la moitié (55,5 % en 2001 et 51,5 % en 2002) des dettes des sociétés minières correspondent aux dettes externes à long terme.

Tableau 3. 10a : Structure des dettes totales suivant la section d'activités de l'entreprise en 2001
(en milliers de F CFA)

| SECTION | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|---|----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|--------------------|---------------|
| ACTIVITES EXTRACTIVES C | 12 000 | 15 907 518 | 92 399 242 | 129 684 059 | 238 002 819 | 58,19 |
| ACTIVITES DE FABRICATION D PROD ET DIST. D'ECTR.. DE GAZ ET D'EAU E | 54 392 626 | 21 676 373 | 24 369 515 | 35 749 646 | 136 188 160 | 33,30 |
| Total | 54 811 543 | 38 207 480 | 116 768 757 | 199 226 550 | 409 014 330 | 100,00 |

Figure 3.10a: Pourcentage des dettes totales suivant la section d'activités en 2001

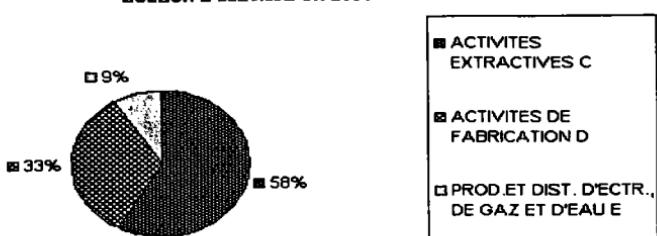
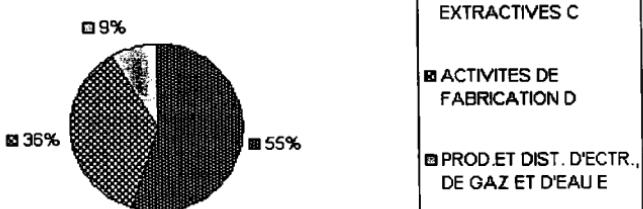


Tableau 3.10b : Structure des dettes totales suivant la section d'activités de l'entreprise en 2002 (en milliers de F CFA)

| SECTION | Dettes internes à moyen terme | Dettes internes à long terme | Dettes externes à moyen terme | Dettes externes à long terme | Dettes totales | % du total |
|--|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------------------|---------------|
| ACTIVITES EXTRACTIVES C | 12 500 | 18 674 714 | 92 399 242 | 117 946 439 | 229 032 895 | 55,11 |
| ACTIVITES DE FABRICATION D | 63 802 947 | 21 612 158 | 27 999 351 | 36 065 584 | 149 480 040 | 35,96 |
| PROD.ET DIST. D'ECTR., DE GAZ ET D'EAU E | 280 717 | 464 483 | 0 | 36 379 985 | 37 125 185 | 8,93 |
| Total | 64 096 164 | 40 751 355 | 120 398 593 | 190 392 008 | 415 638 120 | 100,00 |

Figure 3.10b: Pourcentage des dettes totales suivant la section d'activités en 2002



2.4 Contribution du secteur industriel dans l'économie

Il y a lieu de préciser que les données relatives à cette partie concernent 205 entreprises industrielles sur les 243 enquêtées. Il s'agit d'entreprises qui ont pu fournir les données comptables pour les exercices 2001 et 2002. Les trente huit (38) autres unités pour lesquelles les informations sur le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée n'ont pas été fournies sont constituées d'unités nouvelles (nombre d'unités=14) ayant démarré en 2003 et des boulangeries et imprimeries (au nombre de 24) ne tenant pas en grande partie de comptabilité fiable.

Aussi, nous estimons que les données relatives à ces 205 entreprises résument bien l'activité industrielle du Mali en 2001 et 2002 dans la mesure où les 24 entreprises, ne tenant pas de comptabilité fiable en grande partie, n'ont pas d'effet sur la contribution du secteur industriel dans le Produit Intérieur Brut du pays.

2-4-1 Valeur ajoutée (VA) :

La valeur ajoutée du secteur industriel est passée de 230,7 milliards de francs CFA en 2001 à 241,4 milliards en 2002, soit une augmentation de 5 %.

Cette hausse résulte de celle enregistrée au niveau des activités « Electricité, Gaz et Eau » (59,9 %) et de Fabrication (29 %) malgré une forte baisse de l'activité extractive (26,4 %).

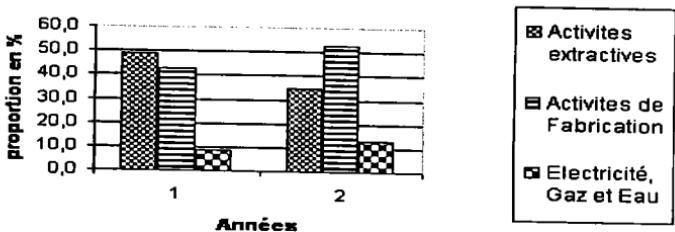
2-4-1-1 Répartition de la valeur ajoutée par branches d'activité industrielle

Il ressort du tableau 4.1 que les entreprises de la branche des activités extractives ont contribué à hauteur de 48,8 % en 2001 et de 34,3 % en 2002 dans la formation de la Valeur Ajoutée du secteur industriel. A l'opposé, la part des activités de fabrication est passée de 42,8 % à 52,8 %.

Tableau 4-1: Répartition de la Valeur ajoutée suivant la branche d'activité (en millions de francs CFA)

| Section | valeur ajoutée 2001 | valeur ajoutée 2002 | Variation (%) | part en 2001 (%) | part en 2002 (%) |
|--------------------------|------------------------|------------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| Activités extractives | 112 566 | 82 875 | -26,4 | 48,8 | 34,4 |
| Activités de Fabrication | 98 798 | 127 522 | 29,1 | 42,8 | 52,8 |
| Electricité, Gaz et Eau | 19 378 | 30 976 | 59,9 | 8,4 | 12,8 |
| Total | 230 742 | 241 373 | 4,6 | 100,0 | 100,0 |

Figure 4.1: VA suivant la branche d'activité en 2001 et 2002



Si l'on s'intéresse à la branche des Activités de Fabrication, on constate que c'est la sous branche Fabrication de textiles qui crée la plus forte valeur ajoutée, avec plus de 45% aussi bien en 2001 qu'en 2002.

La sous- branche Fabrication de produits alimentaires et de boissons vient en deuxième position avec 32 % et 31 % de la valeur ajoutée, respectivement en 2001 et 2002.

Tableau 4-2: Répartition de la VA suivant les sous branches des activités de fabrication (en millions de francs CFA)

| Sous branches des activités de fabrication | Valeur ajoutée en 2001 | Valeur ajoutée en 2002 | Part en % 2001 | Part en % 2002 |
|---|------------------------|------------------------|----------------|----------------|
| FABRICATION DE PDT'S ALIMENT. ET DE BOISSONS | 31 358 | 39 456 | 31,74 | 30,94 |
| FABRICATION DE PDT'S A BASE DE TABAC | 123 | 34 | 0,12 | 0,03 |
| FABRICATION DE TEXTILES | 46 204 | 61 039 | 46,77 | 47,87 |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | 20 | 22 | 0,02 | 0,02 |
| TL DU CUIR, FAB.D'ART.DE VOYAGE. DE CHAUSS. | 801 | 1 617 | 0,81 | 1,27 |
| TL DU BOIS ET FAB. D'ART.EN BOIS OU DE VAN. | 10 | 9 | 0,01 | 0,01 |
| FAB. DE PAP., DE CART.,D'ART. EN PAP. OU CART | 54 | 223 | 0,05 | 0,17 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG. | 3 710 | 4 427 | 3,76 | 3,47 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 3 427 | 4 312 | 3,47 | 3,38 |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ. | 1 060 | 3 323 | 1,07 | 2,61 |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 1 179 | 1 265 | 1,19 | 0,99 |
| METALLURGIE; FONDERIE | 2 919 | 1 949 | 2,95 | 1,53 |
| FAB. D'OUVRAGES EN METAUX; TL DES METAUX | 1 887 | 2 341 | 1,91 | 1,84 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 165 | 224 | 0,17 | 0,18 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | 3 634 | 4 304 | 3,68 | 3,38 |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 1 578 | 2 274 | 1,60 | 1,78 |
| FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A. | 669 | 703 | 0,68 | 0,55 |
| Total | 98 798 | 127 522 | 100,00 | 100,00 |

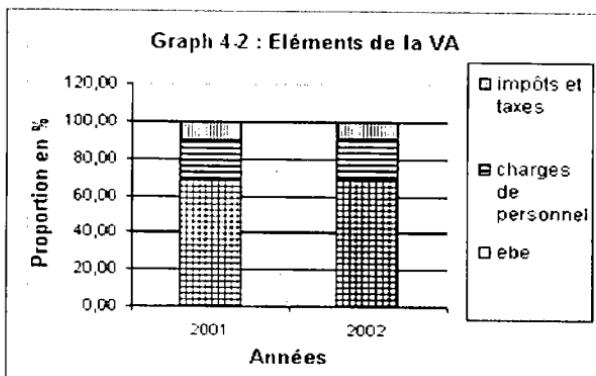
2-4-1-2 Composition de la valeur ajoutée

L'option retenue pour l'obtention de la valeur ajoutée est celle du compte d'exploitation. Ainsi, les éléments qui composent la valeur ajoutée sont : les frais de personnel, les impôts et taxes, l'excédent brut d'exploitation (frais financiers, amortissements et bénéfice brut d'exploitation). Les parts de ces éléments dans la valeur ajoutée en 2001 et 2002 sont données dans le tableau 4.3.

Tableau 4-3: Eléments de la VA (en millions de francs CFA)

| Eléments de la VA | 2001 | 2002 | en % de la VA en 2001 | en % de la VA en 2002 |
|----------------------|----------------|----------------|-----------------------|-----------------------|
| charges de personnel | 48 576 | 51 298 | 21,05 | 21,25 |
| impôts et taxes | 23 798 | 23 926 | 10,31 | 9,91 |
| EBE ¹ | 158 368 | 166 149 | 68,64 | 68,84 |
| Total | 230 742 | 241 373 | 100,00 | 100,00 |

Le tableau 4.3 indique que l'excédent brut d'exploitation représente en terme de proportion environ 69 % de la valeur ajoutée en 2001 et en 2002, suivie des charges de personnel qui totalisent 21 % en 2001 et en 2002. Quant aux impôts et taxes, ils représentent 10,3 % en 2001 et 9,9 % en 2002.



a) Charges de personnel

Les charges de personnel du secteur industriel sont passées de 48,6 à 51,3 milliards de francs CFA de 2001 à 2002, soit une hausse de 5,6 %. Cette augmentation résulte de celle enregistrée au niveau des sections Electricité, Gaz et Eau et Activités de Fabrication qui ont respectivement augmenté de 33 % et de 13,5 %, malgré une baisse de 22,2 % des charges de personnel de la section Activités extractives.

¹ EBE (excédent brut d'exploitation)

En ce qui concerne les contributions des différentes branches dans la formation des charges de personnel, le tableau 4.4 fait ressortir que la section Activités de fabrication est celle qui apporte la plus grande part (60 % en 2002 contre 56 % en 2001). Elle est suivie de la section Activités extractives dont la contribution a fortement baissé en 2002 (elle passe de 29,9 % à 22 %) au profit des section Electricité, Gaz et Eau (qui passe de 14 % à 18 %).

Tableau 4-4: Répartition des charges de personnel suivant la branche d'activité
(En millions de F CFA)

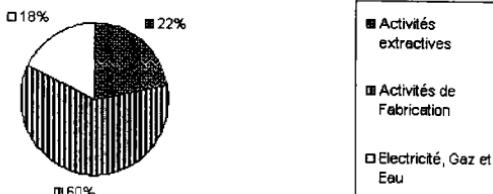
| Section | Charges de personnel 2001 | charges de personnel 2002 | Variation | part en 2001 | part en 2002 |
|--------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------|---------------|---------------|
| Activités extractives | 14 515 | 11 299 | -22,16 | 29,88 | 22,03 |
| Activités de Fabrication | 27 180 | 30 838 | 13,46 | 55,95 | 60,11 |
| Electricité, Gaz et Eau | 6 881 | 9 161 | 33,15 | 14,16 | 17,86 |
| Total des charges | 48 576 | 51 298 | 5,60 | 100,00 | 100,00 |

Plus du tiers de la masse salariale est prise en charge par la branche Activités de fabrication D, qui emploie plus de 80 % des travailleurs (tableau 2.1). Les Divisions Fabrication de textiles, Fabrication de produits alimentaires et de boissons totalisent plus de 40 % des charges du personnel en 2001 et 2002 (annexes, tableau 4.1).

Les entreprises représentant un regroupement d'intérêt des maliens et des personnes de nationalité étrangère versent près de 80 % de la masse salariale au cours des exercices 2001 et 2002. Ensuite viennent celles de propriétaires maliens avec 16 % et 17 % respectivement en 2001 et 2002. La masse salariale versée par les entreprises appartenant exclusivement à des étrangers représente 2 % (annexes, tableau 4.2).

Les entreprises à régime de propriété mixte prennent plus de 80 % des frais de personnel pour plus de 55 % d'emplois permanents. Ensuite viennent les entreprises à régime privé (annexes, tableau 4.3).

Figure 4-3: Charges de personnel suivant la branche en 2002



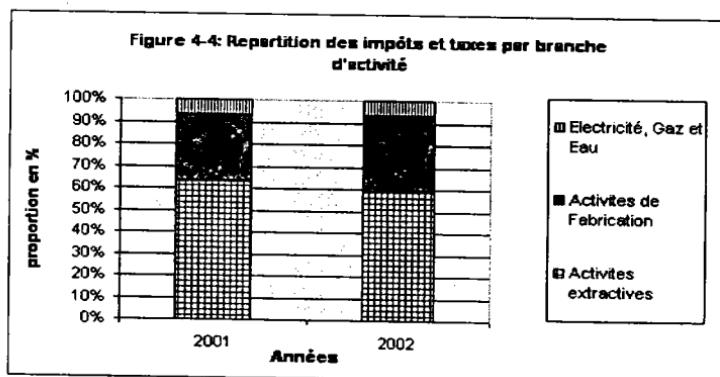
b) Impôts et taxes

En 2001, les entreprises industrielles ont contribué au titre des impôts et taxes pour 23,8 milliards de francs CFA contre 23,9 milliards de francs CFA en 2002, soit une hausse légère de 0,5 % (tableau 4.5).

La répartition des impôts et taxes suivant les sections fait ressortir que la section Activités extractives supporte plus de la moitié des impôts et taxes malgré la baisse de 7,1 % enregistrée en 2002 (58,5 % en 2002 contre 63,3 % en 2001). Elle est suivie par la section Activités de fabrication (34,6 % en 2002). La part de la section Electricité, Gaz et Eau est de 6,9 % en 2002.

Tableau 4-5: Répartition des impôts et taxes suivant la section d'activité (en millions de francs CFA)

| SECTION | impôts et taxes 2001 | impôts et taxes 2002 | Variation | part en 2001 | part en 2002 |
|----------------------------------|----------------------|----------------------|-------------|---------------|---------------|
| Activités extractives | 15 073 | 13 996 | -7,15 | 63,34 | 58,50 |
| Activités de Fabrication | 7 097 | 8 277 | 16,63 | 29,82 | 34,59 |
| Electricité, Gaz et Eau | 1 628 | 1 653 | 1,54 | 6,84 | 6,91 |
| Total des Impôts et taxes | 23 798 | 23 926 | 0,54 | 100,00 | 100,00 |



Le tableau 4.6 révèle que la Division Extractions de minerais métalliques supporte plus de 60 % des impôts et taxes en 2001 contre 58 % en 2002. La Fabrication de produits alimentaires et de boisson vient en deuxième position avec environ 14 % en 2001 et 2002. Faisons remarquer que la production et distribution d'électricité est responsable d'environ 7 % des impôts et taxes (tableau 4.6).

Tableau 4-6 : Répartition des impôts et taxes suivant la Division d'activités en 2001 et 2002 (en millions de F CFA)

| DIVISION | Impôts et taxes en 2001 | en % | Impôts et taxes en 2002 | en % |
|--|----------------------------|---------------|----------------------------|---------------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | 15 073 | 63,34 | 13 996 | 58,50 |
| AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 |
| FABRICATION DE PDT'S ALIMENT. ET DE BOISSELS | 3 300 | 13,87 | 3 489 | 14,58 |
| FABRICATION DE PDT'S A BASE DE TABAC | 403 | 1,69 | 583 | 2,44 |
| FABRICATION DE TEXTILES | 1 250 | 5,25 | 1 734 | 7,25 |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | 1 | 0,00 | 3 | 0,01 |
| TL DU CUIR, FAB.D'ART.DE VOYAGE, DE CHAUSS. | 131 | 0,55 | 103 | 0,43 |
| TL DU BOIS ET FAB. D'ART. EN BOIS OU DE VAN. | 1 | 0,00 | 1 | 0,00 |
| FAB. DE PAP., DE CART., D'ART. EN PAP. OU CART | 19 | 0,08 | 18 | 0,08 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG. | 324 | 1,36 | 494 | 2,06 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 354 | 1,49 | 382 | 1,60 |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ. | 224 | 0,94 | 205 | 0,86 |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 20 | 0,08 | 32 | 0,13 |
| METALLURGIE; FONDERIE | 222 | 0,93 | 276 | 1,15 |
| FAB. D'OUVRAGES EN METAUX; TL DES METAUX | 261 | 1,10 | 253 | 1,06 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 39 | 0,16 | 52 | 0,22 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | 367 | 1,54 | 263 | 1,10 |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 79 | 0,33 | 252 | 1,05 |
| FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A. | 102 | 0,43 | 138 | 0,58 |
| PROD. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE | 1 628 | 6,84 | 1 652 | 6,90 |
| CAPTAGE, TRAITMT ET DIST.D'EAU | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 |
| Total | 23 798 | 100,00 | 23 926 | 100,00 |

c) Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation est le solde du compte d'exploitation.

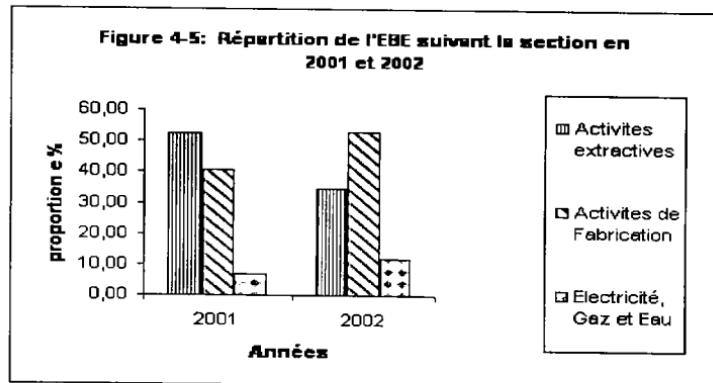
De 2001 à 2002, le niveau de l'excédent brut d'exploitation a augmenté, il passe de 158,4 milliards en 2001 à 166,1 milliards en 2002, soit une hausse de 5 %. Cette dernière résulte de l'augmentation enregistrée surtout au niveau de l'électricité, gaz et eau (85,5 %), des activités de fabrication (37 %).

S'agissant de sa répartition par branche d'activité, le tableau fait ressortir que les industries extractives participent à hauteur de 52,4 % en 2001 dans la formation de l'excédent brut d'exploitation. Leur part en 2002 est seulement de 35 %.

Les secteurs Activités de Fabrication et Electricité, Gaz et Eau représentent respectivement en terme de proportion 53,2 % et 12,1 % en 2002 contre 40,7 % et 6,9 % en 2001.

Tableau 4-7: Répartition de l'EBE suivant la section d'activité (en millions de francs CFA)

| SECTION | EBE 2001 | EBE 2002 | variation | part en 2001 | part en 2002 |
|--------------------------|----------------|----------------|-------------|---------------|---------------|
| Activités extractives | 82 977 | 57 579 | -30,60 | 52,40 | 34,66 |
| Activités de Fabrication | 64 522 | 88 408 | 37,02 | 40,74 | 53,21 |
| Électricité, Gaz et Eau | 10 869 | 20 162 | 85,50 | 6,86 | 12,13 |
| Total de l'EBE | 158 368 | 166 149 | 4,90 | 100,00 | 100,00 |



2-4-2 Chiffre d'Affaire (CA)

De 2001 à 2002, le chiffre d'affaires hors taxes, réalisé par le secteur industriel est passé de 548,9 à 616,7 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 12,4 %.

En ce qui concerne les contributions des différentes sections, en 2002 le tableau 4.8 montre que la section des Activités de fabrication apporte la plus grande part, soit 62 %, la Section Électricité, Gaz et Eau contribue seulement à hauteur de 10,5 % dans la formation du chiffre d'affaires du secteur industriel.

S'agissant de la répartition géographique du chiffre d'affaires, le tableau 4.9 indique que le District supporte les 84 %. Les autres régions avec Kayes et Ségou en tête apportent une contribution de 16 % dans la formation du chiffre d'affaires.

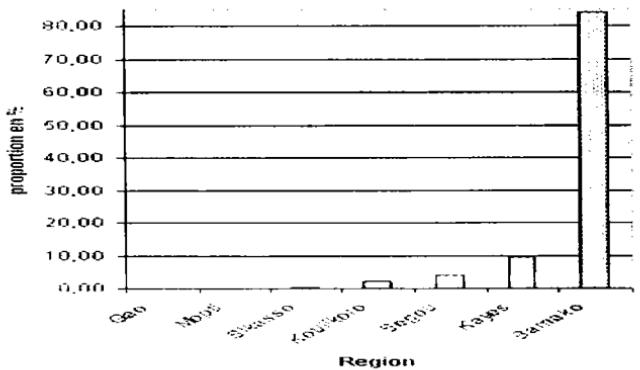
Tableau 4-8: Répartition du chiffre d'affaires suivant la section d'activité (en millions de francs CFA)

| Section | Chiffre d'affaires 2001 | Chiffre d'affaires 2002 | part en 2001 | part en 2002 |
|--------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------|---------------|
| Activités extractives | 189 301 | 169 612 | 34,49 | 27,50 |
| Activités de Fabrication | 307 506 | 382 382 | 56,02 | 62,01 |
| Électricité, Gaz et Eau | 52 066 | 64 675 | 9,49 | 10,49 |
| Total | 548 873 | 616 669 | 100,00 | 100,00 |

Tableau 4-9: Répartition du chiffre d'affaires suivant la région (en millions de francs CFA)

| Région | Chiffre d'affaires 2001 | Chiffre d'affaires 2002 | part en 2001 | part en 2002 |
|--------------|-------------------------|-------------------------|--------------|--------------|
| Kayes | 31 397 | 58 906 | 5,72 | 9,55 |
| Koulikoro | 11 844 | 13 005 | 2,16 | 2,11 |
| Sikasso | 17 675 | 1 392 | 3,22 | 0,23 |
| Segou | 29 552 | 25 451 | 5,38 | 4,13 |
| Mopti | 166 | 187 | 0,03 | 0,03 |
| Gao | 98 | 120 | 0,02 | 0,02 |
| Bamako | 458 141 | 517 608 | 83,47 | 83,94 |
| Total | 548873 | 616669 | 100,0 | 100,0 |

Graph 4-6: CA par Région



2-4-3 Production et Ventes

L'observation du tableau 4.10 fait ressortir que les entreprises industrielles vendent à hauteur de 94 % de leur production effectuée. Le taux est d'environ 100 % pour les entreprises de la section Activités extractives, tandis qu'il est de 92,2 % pour la section Activités de fabrication et de 89,4 % pour la section Electricité, Gaz et Eau.

Elle indique aussi que les ventes directes à l'étranger représentent 58 % des ventes totales, cependant la presque totalité de la production de la section des Activités extractives est directement vendue à l'étranger, par contre la section Electricité, Gaz et Eau ne réalise aucune vente directe à l'étranger. Pour la section Activités de fabrication, la part des ventes directes à l'étranger est de 47 %.

Tableau 4-10: Répartition de la production et des ventes suivant la section d'activité en 2002 (en millions de francs CFA)

| Section | Production totale | production vendue | production vendue à l'étranger | taux de vente | taux de vente directe à l'étranger |
|--------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------|---------------|------------------------------------|
| Activités extractives | 169 612 | 169 583 | 168 693 | 100,0 | 99,5 |
| Activités de Fabrication | 367 551 | 338 724 | 159 052 | 92,2 | 47,0 |
| Electricité, Gaz et Eau | 64 675 | 57 795 | 0 | 89,4 | 0,0 |
| Total | 601 838 | 566 102 | 327 745 | 94,1 | 57,9 |

2-4-4 Contribution au Produit Intérieur Brut (PIB)

Le produit intérieur brut du Mali en 2001 est de 1927,6² milliards de francs CFA dont 230,7 milliards de francs CFA générés par le secteur industriel, soit 12 % du PIB. En 2002, le produit intérieur est de 2194,7³ dont 241,4 milliards de francs CFA pour le secteur industriel, soit une contribution de 11 %.

L'analyse du tableau ci-dessous montre que, la part du secteur industriel dans l'économie nationale a baissé de 8,1 %. Cette baisse est due essentiellement à la branche activité extractive dont le poids passe de 5,8 % à 3,8 %, soit une baisse de 35 %.

Tableau 4-11: Répartition de la contribution du secteur industriel au PIB suivant la section d'activité (en millions de francs CFA)

| SECTION | valeur ajoutée 2001 | valeur ajoutée 2002 | en % du Pib 2001 | en % du Pib 2002 |
|--------------------------|---------------------|---------------------|------------------|------------------|
| Activités extractives | 112 566 | 82 875 | 5,8 | 3,8 |
| Activités de Fabrication | 98 798 | 127 522 | 5,1 | 5,8 |
| Electricité, Gaz et Eau | 19 378 | 30 976 | 1,0 | 1,4 |
| Total | 230 742 | 241 373 | 12,0 | 11,0 |

² Résultats définitifs

³ Résultats provisoires

2.5 Synthèse des principaux résultats

Le but de ce recensement est de collecter les informations de base sur le secteur industriel qui permettront désormais de constituer une base de données informatisée.

Pour atteindre ces objectifs, le cadre méthodologique présenté dans la première partie du rapport a servi de référence.

Dans cette partie, nous dressons un tableau synthétique de certains indicateurs et calculons des ratios pour mieux évaluer le tissu industriel.

2.5.1 Tableau synoptique

| Indicateurs | Valeur en 2001 | Valeur en 2002 | Variation (en %) |
|---|-----------------|-----------------|------------------|
| Chiffre d'affaire | 548 874 428 704 | 616 669 473 253 | 12,4 |
| Valeur ajoutée | 230 742 374 688 | 241 373 386 983 | 5 |
| Charges de personnel | 48 575 978 383 | 51 298 313 641 | 6 |
| Impôts et taxes | 23 797 799 563 | 23 925 932 705 | 0,5 |
| EBE | 158 368 596 742 | 166 149 140 637 | 5 |
| Dettes totales | 409 014 329 566 | 415 638 119 542 | 1,6 |
| Investissements | 184 555 373 805 | 168 979 241 254 | -8,4 |
| Emplois totaux | 22 166 | 21 485 | -3 |
| Emplois permanents | 13 926 | 13 127 | -5,7 |
| Emplois féminins permanents | 10 42 | 10 49 | 5,3 |
| Contribution de l'Industrie dans le PIB | 12% | 11% | -8,3 |

Le tableau synoptique révèle que le chiffre d'affaires augmente de 2001 à 2002. Il en est de même de la valeur ajoutée et de l'excédent brut d'exploitation. Malgré l'augmentation de la valeur ajoutée, la contribution de l'industrie au PIB n'a pas suivi : 12 % en 2001 et 11 % en 2002.

Les taxes et impôts ont peu varié sur la période 2001 et 2002.

Il faut noter par ailleurs que les emplois permanents de 2001 à 2002 ont diminué. Entre 2001 et 2002, ils diminuent de 6%. Les femmes sont mieux représentées en 2002 (8,4 %).

2.5.2 Ratios (en %)

| Ratios | 2001 | 2002 |
|-------------------------|------|------|
| VA/CA | 42,0 | 39,1 |
| Charges de personnel/CA | 8,9 | 8,3 |
| Impôts et taxes/CA | 4,3 | 3,9 |
| Investissements/CA | 33,6 | 27,4 |

Ce tableau montre que le taux de valeur ajoutée est élevé. De même, la part consacrée aux investissements est importante grâce à des nouvelles créations minières (Yatela, investissements de Sadiola).

La pression fiscale qui consiste à rapporter les impôts et taxes sur le chiffre d'affaires baisse légèrement en 2002.

Le ratio charges du personnel sur le chiffre d'affaires est resté quasi constant sur la période 2001 et 2002.

Conclusions et Recommandations

Le recensement industriel de 2003, en dépit des difficultés rencontrées dans sa réalisation, a le mérite de faire la phisonomie du secteur en fournissant une gamme d'informations aux décideurs pour de meilleures prises de décision.

Au Mali, les unités industrielles sont dominées par les activités de fabrication (95,06 %) notamment la fabrication des produits alimentaires et de boissons et les Editions imprimerie et reproduction.

La concentration des industries dans le District de Bamako est notoire : sur dix entreprises, sept sont installées à Bamako.

Plus du tiers des entreprises sont représentées par les entreprises individuelles.

Plus de 90 % des entreprises au Mali sont privées.

Les maliens sont pour 79 % propriétaires des entreprises. Toutefois une partie de nos entrepreneurs s'associent aux étrangers.

Moins de 10 % des entreprises emploie 100 personnes ou plus.

Les investissements sont importants dans la section Activités de fabrication et Activités extractives. Ces investissements sont dominés par les immobilisations corporelles.

La réalisation du recensement nous a édifié sur les difficultés rencontrées par les entreprises et la nécessité de les suivre de proximité.

En fonction des difficultés rencontrées dans la réalisation de ce présent recensement et des résultats qui ne sont pas toujours encourageants, nous proposons des recommandations suivantes :

1. Du suivi et de la gestion correcte des entreprises

- Le renforcement de la Division «Suivi des entreprises de la Direction Nationale des Industries, en la dotant des moyens adéquats ;
- La re-dynamisation du partenariat entre le secteur privé et les services techniques du département : la DNI et la CPS ;
- La mise en place effective d'une base de données informatique. Cette base de données doit être conçue sur la base des besoins en information exprimés par le département chargé de l'Industrie, les entreprises industrielles et les partenaires au développement.

2. De la concentration des entreprises à Bamako

L'adoption des nouveaux textes de la Direction Nationale des Industries est une étape décisive dans la volonté des pouvoirs publics à utiliser et à exploiter les potentialités et richesses industrielles aux niveaux régional et sub-régional.

3. Du diagnostic des problèmes rencontrés par les entreprises

Enfin compte tenu du nombre élevé d'entreprises, soit à l'arrêt, soit fermée, il est nécessaire de diagnostiquer davantage les problèmes rencontrés par les entreprises. Une exploitation complémentaire des données du recensement (les problèmes et les solutions ayant déjà été posées aux entreprises lors du recensement) renforcée par une étude sur un nombre représentatif d'entreprises nous semble être pertinente. Le critère de choix de ces entreprises sera fait en fonction des données du recensement.

A l'avenir, un certain nombre d'indicateurs de performance des entreprises doit être défini, ce qui permettrait de savoir à chaque instant les entreprises en difficultés.

ANNEXES

Tableau 1. 1 : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le statut juridique

| Division | Société anonyme | Société à Responsabilité limitée unipersonnelle | Société à Responsabilité limitée unipersonnelle | Groupement d'intérêt économique | Entreprise individuelle | Autres statuts | Non déclarés | Total |
|--|-----------------|---|---|---------------------------------|-------------------------|----------------|--------------|-------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | 5 | 1 | 1 | 1 | 53 | 5 | 1 | 6 |
| AUTRES ACTIVITÉS EXTRACTIVES | | | | | | | | 108 |
| FABRICATION DE POTS ALIMENT. ET DE BOISSONS | 17 | 5 | 25 | 1 | 1 | | | |
| FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC | 1 | 1 | | | | | | |
| FABRICATION DE TEXTILES | 3 | | | | | | | |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | | | | | | | | |
| TL DU CUIR, FAB D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSS. | 2 | | | | | | | |
| TL DU BOIS ET FAB D'ART EN BOIS OU DE VAN. | | | | | | | | |
| FAB DE PAP. DE CART. D'ART. EN PAP OU CART | 1 | | | | | | | |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. DENREG | 2 | 2 | | | | | | |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 5 | 6 | 10 | | | | | |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MAT. PLASTIQ. | 2 | 4 | 1 | | | | | |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 2 | 3 | 1 | | | | | |
| METALLURGIE, FONDRERIE | 1 | 1 | 1 | | | | | |
| FAB. DOUVRAGES EN METAUX; TL DES METAUX | 5 | 7 | 2 | | | | | |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.G.A. | 2 | 2 | 6 | 1 | | | | 20 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | 3 | 1 | 1 | 1 | | | | 5 |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 2 | 6 | 2 | 4 | 4 | 2 | 3 | 14 |
| FAB. DE MEUBLES, ACTIVITÉS DE FAB.N.C.A. | 2 | | | | | | | |
| PROD ET DISTRIB. D'ELECTRICITE | 2 | | | | | | | |
| CARTAGE, TRAITEMT ET DIST. DEAU | 1 | 1 | 2 | 4 | 3 | 2 | 1 | 243 |
| Total | 58 | 8 | 68 | 4 | 86 | 12 | 1 | 243 |

Tableau 1.2 : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le régime de propriété

| Division | Régime privé | Régime public | Régime mixte | Total |
|---|--------------|---------------|--------------|-------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | 1 | 1 | 4 | 6 |
| AUTRES ACTIVITÉS EXTRACTIVE | 1 | 3 | 3 | 108 |
| FABRICATION DE PDT'S ALIMENT ET DE BOISSONS | 102 | 1 | 1 | 104 |
| FABRICATION DE PDT'S A BASE DE TABAC | 2 | 2 | 4 | 8 |
| FABRICATION DE TEXTILES | 1 | 1 | 1 | 3 |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | 1 | 2 | 2 | 5 |
| TL DU CUIR, FAB D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSS. | 2 | 2 | 2 | 6 |
| TL DU BOIS ET FAB D'ART EN BOIS OU DE VAN. | 2 | 2 | 2 | 6 |
| FAB DE PAP. DE CART. D'ART. EN PAP. OU CART | 1 | 1 | 1 | 3 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG. | 33 | 1 | 1 | 35 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 13 | 2 | 1 | 16 |
| FAB PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ. | 7 | 7 | 7 | 21 |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 7 | 7 | 7 | 21 |
| METALLURGIE, FONDERIE | 2 | 2 | 2 | 6 |
| FAB. D'OUVRAGES EN METAUX, TL DES METAUX | 19 | 1 | 1 | 21 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 5 | 20 | 5 | 20 |
| FAB. DE MACH ET MATERIELS ELECTRIQUES | 4 | 4 | 4 | 12 |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 2 | 2 | 2 | 6 |
| FAB. DE MEUBLES, ACTIVITÉS DE FAB.N.C.A. | 14 | 14 | 14 | 42 |
| PROD. ET DISTRIB. D'ÉLECTRICITÉ | 2 | 1 | 3 | 6 |
| CAPTAGE, TRAITEMT ET DIST DEAU | 2 | 2 | 2 | 6 |
| Total | 222 | 8 | 13 | 243 |

Tableau 1.3 : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon la nationalité des propriétaires

| Division | Malienne | Etrangère | Malienne et Etrangère | Non déclaré | Total |
|--|----------|-----------|-----------------------|-------------|-------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | 1 | 2 | | 4 | 6 |
| AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVE | | | | | 1 |
| FABRICATION DE POTS ALIMENT. ET DE BOISSONS | 91 | 3 | 8 | 6 | 108 |
| FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC | 1 | | 1 | 1 | 1 |
| FABRICATION DE TEXTILES | | | | | 4 |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | | | | | 1 |
| TL. D'UCUR, FAB.D'ART. DE VOYAGE, DE CHAUSS. | 1 | | | | 2 |
| TL DU BOIS; FAB.D'ART EN BOIS OU DE VAN | 2 | | | | 2 |
| FAB. DE PAP. DE CART.,D'ART. EN PAP. OU CART | | | | | 1 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPROD'CT. D'ENREG. | 34 | | 1 | 1 | 35 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 11 | 2 | 3 | | 16 |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MAT. PLASTIQ | 4 | 2 | 1 | | 7 |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 5 | 1 | 1 | | 7 |
| METALLURGIE; FONDRIE | 1 | | 1 | | 2 |
| FAB D'OURRAGES EN METAUX; TL DES METAUX | 15 | 3 | 1 | 1 | 20 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 5 | | | | 5 |
| FAB DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | | | | | 2 |
| FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A. | 9 | 2 | 3 | 14 | 3 |
| PROD. ET DISTRIBU. D'ELECTRICTE | 2 | | | | 2 |
| CAPTAGE, TRAITEM. ET DIST. D'EAU | | | | | 2 |
| Total | 185 | 18 | 30 | 10 | 243 |

Tableau 1. 4a : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le chiffre d'affaire en 2001

| Division | Mons | 500000000 à 500000000 | 100000000 à 999999999 | 1500000000 à 3499999999 | 10300000000 à 13659999999 | 13700000000 et plus | Non déclarés | Total |
|---|------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------|-----------------|-------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | | | | | | | | |
| AUTRES ACTIVITÉS EXTRACTIVES | 1 | 1 | 2 | | | | | |
| FABRICATION DE POTS ALIMENT ET DE BOISSONS | 65 | 4 | 9 | | | | | |
| FABRICATION DE POTS A HASI DE TABAC | | | 1 | | | | | |
| FABRICATION DE TEXTILES | | | | | | | | |
| FABRICATION D'ARTICLES PHARMACEUTIQUE | 1 | 1 | 1 | | | | | |
| TL DU CUIR, FAB D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSS. | | | | | | | | |
| TL DU BOIS ET FAB D'ART EN BOIS OU DE VAN | 2 | 1 | 1 | | | | | |
| FAB DE PAP., DE CART, D'ART EN PAP. OU CART | 23 | 1 | 2 | | | | | |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUC, D'ENREG. | 5 | 3 | 5 | | | | | |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 3 | 1 | 2 | | | | | |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MAT. PLASTIQUE | 4 | 1 | 1 | | | | | |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | | | | | | | | |
| METALLURGIE, FONDRERIE | | | | | | | | |
| FAB DOUVRAIGES EN METAUX; TL DES METAUX | 10 | 3 | 4 | | | | | |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 5 | 2 | 2 | | | | | |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | | | | | | | | |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 7 | 1 | 3 | | | | | |
| FAB DE MEUBLES, ACTIVITÉS DE FAB N.C.A. | | 2 | 1 | | | | | |
| PROD. ET DISTRIB. DELECTR.ITE | | | | | | | | |
| CAPTAGE, TRAITEMT ET DIST. D'EAU | | | | | | | | |
| Total | 129 | 18 | 36 | 1 | 1 | 1 | 57 | 243 |

Tableau 1. 4b : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le chiffre d'affaire en 2002

| Division | Moins de 50000000 | 50000000 à 99999999 | 100000000 à 3499999999 | 350000000 à 6599999999 | 1030000000 à 13699999999 | 1370000000 et plus | Non déclarés | Total |
|---|-------------------|---------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------|--------------|-------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | | | | | | | | |
| AUTRES ACTIVITÉS EXTRACTIVES | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 3 | 6 |
| FABRICATION DE POTS ALIMENT. ET DE BOISSONS | 72 | 3 | 9 | 1 | | | 24 | 108 |
| FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC | | | | | | | | |
| FABRICATION DE TEXTILES | | | | | | | | |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | | | | | | | | |
| TI. DU CUIR, FAB D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSS. | | | | | | | | |
| TI. DU BOIS ET FAB. D'ART EN BOIS OU DE VAN | | | | | | | | |
| FAB. DE PAP., DE CART., D'ART EN PAP. OU CART | 2 | 1 | 1 | 2 | | | 1 | 4 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODCT. D'ENREG. | | | | | | | | |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | | | | | | | | |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ. | 3 | 1 | 2 | | | | 1 | 7 |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 4 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 7 |
| METALLURGIE, FONDERIE | | | | | | | | |
| FAB. D'OUVRAGES EN METAUX, TI. DES METAUX | 11 | 3 | 4 | 2 | | | 2 | 20 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 5 | 1 | 3 | 2 | | | 5 | 4 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | | | | | | | | |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | | | | | | | | |
| FAB. DE MEUBLES, ACTIVITÉS DE FAB. N.C.A. | 10 | 3 | | | | | 1 | 14 |
| PROD. ET DISTRIB. D'ÉLECTRICITÉ | 1 | | | | | | 1 | 3 |
| CAPTAGE, TRAITEMT ET DIST. D'EAU | 2 | 2 | 1 | | | | 2 | 2 |
| Total | 146 | 16 | 37 | 2 | 1 | 1 | 40 | 243 |

Tableau 1. 5a : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon la taille des entreprises en 2001

| Division | Moins de 5 employés | 5 - 9 employés | 10 - 49 employés | 50 - 99 employés | 100 - 199 employés | 200 et plus | et déclarants | Non déclarants | Total |
|--|---------------------|----------------|------------------|------------------|--------------------|-------------|---------------|----------------|-------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | | | | | | | | | |
| AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES | | | | | | | | | |
| FABRICATION DE POTS, ALIMENT. ET DE BOISSONS | 13 | 20 | 33 | 8 | 2 | 1 | 1 | 2 | 6 |
| FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC | | | | | | | | | |
| FABRICATION DE TEXTILES | | | | | | | | | |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | | | | | | | | | |
| TL DU CURR, FAB D'ART DE VOYAGE, DE CHAISSE | | | | | | | | | |
| TL DU BOIS ET FAB D'ART EN BOIS OU DE VAIN | | | | | | | | | |
| FAB DE PAP. DE CART. D'ART. EN PAP. OU CART | 10 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 108 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUC'T. D'ENREG. | 2 | 6 | 8 | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | | | | | | | | | |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOIX OU MAT. PLASTIQ | | | | | | | | | |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 1 | 4 | 5 | 3 | 1 | 1 | 1 | 9 | 35 |
| METALLURGIE; FONDERIE | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 16 |
| FAB. DOUVRAGES EN METAUX, TL DES METAUX | 3 | 3 | 9 | 1 | 1 | 2 | 2 | 7 | 27 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 1 | 4 | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 10 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | | | | | | | | | |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 3 | 2 | 5 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 14 |
| FAB. DE MEUBLES; ACTIVITES D'HABITAC. | | | | | | | | | |
| PROD. ET DISTRIB. D'ÉLECTRICITE | | | | | | | | | |
| CAPTAGE, TRAITEMT ET DIST. D'EAU | | | | | | | | | |
| Total | 34 | 35 | 88 | 16 | 9 | 10 | 51 | 243 | |

Tableau 1.5b : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon la taille des entreprises en 2002

| Division | Nombre de 5 employés | 5 - 9 employés | 10 - 49 employés | 50 - 99 employés | 100 - 199 employés | 200 et plus | Non déclarés | Total |
|--|----------------------|----------------|------------------|------------------|--------------------|-------------|--------------|-------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | | | | | | | | 2 |
| AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES | | | | | | | | 6 |
| FABRICATION DE PRODS ALIMENT ET DE BOISSONS | 18 | 21 | 35 | 9 | 2 | 3 | 20 | 108 |
| FABRICATION DE PIOTS A BASI DE TABAC | | | | | | | | 1 |
| FABRICATION DE TEXTILES | | | | | | | | 1 |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | | | | | | | | 4 |
| TL DU CUIR, FAB D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSS. | | | | | | | | 2 |
| TL DU BOIS ET FAB D'ART EN BOIS OU DE VAN. | | | | | | | | 1 |
| FAB. DE PAP. - DE CART. D'ART. IN PAP. OU CART | 12 | 6 | 7 | 1 | 1 | 1 | 7 | 35 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG | 2 | 1 | 8 | 2 | 2 | 1 | 1 | 16 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | | | | | | | | 7 |
| FAB. PRODUITS EN CLOUTTOIR OU MAT. PLASTIQ. | | | | | | | | 1 |
| FAB. VERRIE, POTERIES ET MATERIELS DE CONST. | 1 | 1 | 4 | 1 | 1 | 1 | 7 | 17 |
| METALLURGIE; FONDERIE | | | | | | | | 2 |
| FAB. D'OUVRAGES EN METAUX, TL DES METAUX | 4 | 3 | 8 | 1 | 1 | 3 | 20 | 40 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 1 | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 5 | 24 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | | | | | | | | 2 |
| FAB D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 3 | 2 | 7 | 1 | 1 | 2 | 14 | 32 |
| FAB DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB N.C.A. | | | | | | | | 3 |
| PROD. ET DISTRIB. D'ELECTR. TEL | | | | | | | | 2 |
| CAPTAGE, TRAITEMT ET DIST D'EAU | | | | | | | | 2 |
| Total | 41 | 38 | 88 | 17 | 10 | 9 | 40 | 243 |

Tableau 1. 6a : Répartition des entreprises selon la division d'activités et selon le groupe d'âges des entreprises

| Division | moins de 5 ans | 05 - 14 | 15 - 24 | 25 - 34 | 35 - 44 | 45 et plus | Non déclarés | Total |
|---|----------------|---------|---------|---------|---------|------------|--------------|-------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | 3 | 2 | | | | | 1 | 6 |
| AUTRES ACTIVITÉS EXTRACTIVES | | 1 | | | | | 1 | 1 |
| FABRICATION DE POTS ALIMENT ET DE BOISSONS | 49 | 37 | 16 | 2 | 2 | 1 | 1 | 108 |
| FABRICATION DE POIS BASQUE DE TABAC | | 2 | | | | | 1 | 1 |
| FABRICATION DE TEXTILES | | 1 | | | | | 1 | 4 |
| FABRICATION D'ARTICLES D'IMAGINAI | | 2 | | | | | 2 | 2 |
| TL. DU CUIR, FAB.D'ART DE VOYAGE, DE CHAUSSES | | 1 | | | | | 2 | 2 |
| TL. DU BOIS ET FAB. D'ART EN BOIS OU DE VIAN | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 |
| FAB. DE PAP., DE CART. D'ART EN PAP. OU CART | 8 | 19 | 4 | 2 | | | 2 | 35 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUC. D'ENRGL. | 7 | 2 | 4 | 2 | | | 1 | 16 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 2 | 3 | 1 | 1 | 1 | | 7 | 7 |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU MAT. PLASTIQ | 3 | 3 | 1 | 1 | | | 1 | 1 |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 2 | | | | | | 2 | 2 |
| METALLURGIE, FONDERIE | 5 | 9 | 1 | 3 | 1 | 1 | 5 | 20 |
| FAB. D'OUVRAGES EN METAUX, TL. DES METAUX | | | | | | | 1 | 1 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | | | | | | | 1 | 1 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | 4 | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 | 14 |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 2 | 1 | | | | | 2 | 2 |
| FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A. | 4 | 9 | 1 | 1 | 1 | 1 | 3 | 14 |
| PROD. ET DISTRIB. D'ÉLECTRICITÉ | 2 | | | | | | 2 | 2 |
| CAPITAGE, TRAITEMT ET DIST.D'EAU | 1 | 1 | | | | | 3 | 3 |
| Total | 82 | 104 | 29 | 13 | 6 | 3 | 6 | 243 |

Tableau 1. 6b : Répartition des entreprises selon le statut juridique et selon le groupe d'âges des entreprises

| Statut juridique | moins de 5 ans | 05 - 14 | 15 - 24 | 25 - 34 | 35 - 44 | 45 et plus | Non déclarés | Total |
|---|----------------|---------|---------|---------|---------|------------|--------------|-------|
| Société anonyme | 10 | 23 | 8 | 6 | 5 | 3 | 3 | 58 |
| Société anonyme unipersonnelle | 3 | 3 | | | | | 2 | 8 |
| Société à Responsabilité limitée | 30 | 31 | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 68 |
| Société à Responsabilité limitée unipersonnelle | 2 | 1 | | | | | 4 | 6 |
| Groupeement d'intérêt économique | 1 | 5 | | | | | | 6 |
| Entreprise individuelle | 33 | 40 | 9 | 4 | 2 | 7 | 12 | 86 |
| Autres statuts | 2 | 1 | | | | | 1 | 1 |
| Non déclarés | | | | | | | | 13 |
| Total | 82 | 104 | 29 | 13 | 6 | 3 | 6 | 243 |

Tableau 1. 6c : Répartition des entreprises selon le régime de propriété et selon le groupe d'âges des entreprises

| Régime de propriété | moins de 5 ans | 05 - 14 | 15 - 24 | 25 - 34 | 35 - 44 | 45 et plus | Non déclarés | Total |
|---------------------|----------------|---------|---------|---------|---------|------------|--------------|-------|
| Régime privé | 79 | 100 | 22 | 10 | 3 | 3 | 5 | 222 |
| Régime public | 1 | 1 | 5 | 2 | | | | 8 |
| Régime mixte | 2 | 4 | 2 | 1 | 3 | 1 | 13 | 24 |
| Total | 82 | 104 | 29 | 13 | 6 | 3 | 6 | 243 |

Tableau 1. 6d : Répartition des entreprises selon la nationalité et selon le groupe d'âges des entreprises

| Nationalité | moins de 5 ans | 05 - 14 | 15 - 24 | 25 - 34 | 35 - 44 | 45 plus | et Non déclarés | Total |
|-----------------------|----------------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------------|-------|
| Malienne | 64 | 82 | 23 | 9 | 3 | 2 | 2 | 185 |
| Etrangère | 7 | 7 | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 18 |
| Malienne et Etrangère | 9 | 13 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 30 |
| Non déclaré | 2 | 2 | 4 | 2 | 1 | 1 | 1 | 10 |
| Total | 82 | 104 | 29 | 13 | 6 | 3 | 6 | 243 |

Tableau 2.1a : Répartition des emplois selon la division d'activités en 2001 et 2002.

| Division | Total permanent | Total féminin permanent | Total emplois permanent | Total féminin emplois permanent | Total emplois |
|---|-----------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------------|---------------|
| | sexe 2001 | 2001 | sexe 2002 | 2002 | |
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | 1075 | 5 | 1308 | 224 | 6 |
| AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES | 6 | 0 | 8 | 6 | 828 |
| FABRICATION DE POTS ALIMENT. ET DE BOISSONS | 3595 | 220 | 7831 | 3647 | 8 |
| FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC | 513 | 133 | 513 | 472 | 7651 |
| FABRICATION DE TEXTILES | 3793 | 249 | 6558 | 3637 | 472 |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | 9 | 2 | 30 | 9 | 249 |
| TL. DU CUIR, FAB.D'ART. DE VOYAGE, DE CHAUSS. | 111 | 1 | 111 | 114 | 6190 |
| TL DU BOIS ET FAB. D'ART. EN BOIS OU DE VAN. | 17 | 1 | 17 | 17 | 114 |
| FAB. DE PAP., DE CART. D'ART. EN PAP. OU CART | 6 | 1 | 102 | 6 | 17 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUCT. D'ENREG. | 357 | 35 | 456 | 833 | 17 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 629 | 72 | 708 | 649 | 2 |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUX OU MAT. PLASTIQ. | 493 | 55 | 718 | 448 | 3 |
| FAB. VERRE, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 107 | 5 | 190 | 113 | 5 |
| METALLURGIE; FONDRIE | 70 | 4 | 70 | 71 | 7 |
| FAB. D'OUVRAGES EN METAUX; TL DES METAUX | 661 | 18 | 775 | 440 | 7 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 117 | 4 | 173 | 115 | 567 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | 476 | 19 | 546 | 475 | 4 |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 70 | 3 | 83 | 72 | 471 |
| FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A. | 215 | 18 | 328 | 258 | 542 |
| PROD. ET DISTRIB. DELECTRICITE | 1560 | 197 | 1594 | 1482 | 3 |
| CAPTAGE, TRAITEMT ET DIST.DEAU | 42 | 0 | 47 | 40 | 109 |
| Totall | 13926 | 1042 | 22166 | 13127 | 21485 |

Tableau 2.1b : Répartition des emplois selon la section
d'activités en 2001 et 2002.

| Section | Total permanent sexe 2001 | Total féminin permanent 2001 | Total emploi 2001 | Total permanent sexe 2002 | Total féminin permanent 2002 | Total emploi 2002 |
|---------------------------------------|------------------------------|---------------------------------|----------------------|------------------------------|---------------------------------|----------------------|
| ACTIVITES EXTRACTIVES C | | | | | | |
| ACTIVITES DE FABRICATION D | | | | | | |
| PRODUIT DIST. DECTR. DE GAZ ET DEAU E | | | | | | |
| Total | 13926 | 10421 | 22166 | 13127 | 10571 | 21485 |

Tableau 4.1 : Répartition des charges de personnel selon la division d'activités en 2001 et 2002
(en milliers de F CFA)

| DIVISION | Charges de personnel en 2001 | % | Charges de personnel en 2002 | % |
|---|---------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------|
| EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES | 14 514 615 | 29,88 | 11 297 509 | 22,02 |
| AUTRES ACTIVITES EXTRACTIVES | 1 156 | 0,00 | 1 705 | 0,00 |
| FABRICATION DE POTS, ALIMENT. ET DE BOISSONS | 8 787 595 | 18,09 | 9 236 971 | 18,01 |
| FABRICATION DE POTS A BASE DE TABAC | 1 647 724 | 3,39 | 1 683 758 | 3,28 |
| FABRICATION DE TEXTILES | 11 071 924 | 22,79 | 13 432 511 | 26,19 |
| FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT | 8 527 | 0,02 | 8 695 | 0,02 |
| TL DU CUIR, FAB.D'AKI,DE VOYAGE, DE CHAUSS. | 123 816 | 0,25 | 125 411 | 0,24 |
| TL DU BOIS ET FAB.D'ART EN BOIS OU DE VAN | 3 260 | 0,01 | 2 180 | 0,00 |
| FAB. DE PAR., DE CART.,D'ART. EN PAR. OU CART | 130 000 | 0,27 | 159 000 | 0,31 |
| EDIT., IMPRIMERIE ET REPRODUC. D'ENREG. | 568 801 | 1,17 | 751 270 | 1,46 |
| FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES | 1 838 007 | 3,82 | 2 202 723 | 4,47 |
| FAB. PRODUITS EN CAOUTCHOUE OU MAT. PLASTIQUE | 475 044 | 0,98 | 546 567 | 1,07 |
| FAB. VERRER, POTERIES ET MATERIAUX DE CONST. | 43 390 | 0,09 | 107 716 | 0,21 |
| METALLURGIE; FONDERIE | 154 765 | 0,32 | 162 449 | 0,32 |
| FAB. D'OUVRAGES EN METAUX, TL DES METAUX | 656 837 | 1,35 | 447 509 | 0,87 |
| FAB. DE MACHINES ET DE MATERIELS N.C.A. | 154 167 | 0,32 | 148 321 | 0,29 |
| FAB. DE MACH. ET MATERIELS ELECTRIQUES | 1 156 749 | 2,38 | 1 207 865 | 2,35 |
| FAB. D'AUT. MATERIELS DE TRANSPORT | 212 313 | 0,44 | 235 439 | 0,46 |
| FAB. DE MEUBLES, ACTIVITES DE FAB.N.C.A. | 126 667 | 0,26 | 289 308 | 0,56 |
| FAB. ET DISTRIB. D'ELECTRICITE | 6 829 643 | 14,06 | 9 107 560 | 17,75 |
| CAPTAGE, TRAITEMT ET DIST.D'EAU | 50 978 | 0,10 | 53 847 | 0,10 |
| Total | 48 575 978 | 100,00 | 51 298 314 | 100,00 |

Tableau 4.2 : Répartition des charges de personnel selon la nationalité en 2001 et 2002 (en milliers de F CFA)

| nationalité | Charges de personnel en 2001 | % | Charges de personnel en 2002 | % |
|-----------------------|---------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------|
| Malienne | 7 699 081 | 15,85 | 8 642 627 | 16,85 |
| Etrangère | 893 067 | 1,84 | 1 207 058 | 2,35 |
| Malienne et Etrangère | 38 810 585 | 79,90 | 40 237 336 | 78,44 |
| Non déclaré | 1 173 245 | 2,42 | 1 211 293 | 2,36 |
| Total | 48 575 978 | 100,00 | 51 298 314 | 100,00 |

Tableau 4.3 : Répartition des charges de personnel selon le régime de propriété en 2001 et 2002 (en milliers de F CFA)

| Régime de propriété | Charges de Personnel en 2001 | % | Charges de personnel en 2002 | % |
|---------------------|---------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------|
| Régime privé | 6 935 219 | 14,28 | 8 356 668 | 16,29 |
| Régime public | 1 208 220 | 2,49 | 975 277 | 1,90 |
| Régime mixte | 40 432 540 | 83,24 | 41 966 368 | 81,81 |
| Total | 48 575 978 | 100,00 | 51 298 314 | 100,00 |